

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne quirompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

«programme communiste»
Revue théorique en français
«il comunista»
Journal bimestriel en italien
«el programa comunista»
Revue théorique en espagnol
«El proletario», Journal en espagnol
«Proletarian», bulletin en anglais

Journal bimestriel
N° 519
Mars - Avril - Mai 2016
53^e année - 1 €, 3 CHF, £1,5, 60 DA,
0,5 DT, 20 DH, 500 F CFA, 1,5 \$ CA

DANS CE NUMERO

- Le CCI et les attentats: Stupeur et tremblements
- A propos de Daech et de l'anti-impérialisme
- Un remaniement gouvernemental pour une même politique anti-ouvrière
- A propos de la grève générale à Mayotte. Un confusionnisme interclassiste
- Correspondance. A la Cgt de Seine-Maritime, la baudruche «oppositionnelle» se dégonfle
- Face aux attaques bourgeoises: Lutte prolétarienne anticapitaliste!
- Flint (Michigan). Le vrai poison, c'est le capitalisme. Le remède, sa destruction
- Inde. Vague de grèves dans l'automobile

Après les attentats à Bruxelles

La réponse prolétarienne n'est pas la solidarité avec les gouvernements et les bourgeois mais la lutte de classe contre toutes les manifestations du capitalisme, terrorisme petit-bourgeois compris !

Le 22 mars à 8 heures du matin deux kamikazes se font sauter à l'aéroport Zaventem de Bruxelles; un peu plus d'une heure plus tard autre explosion à lieu dans le métro à la station Maelbeek, proche du bâtiment de l'Union Européenne. On dénombre 34 morts et plus de 300 blessés dont 61 très graves, ce qui fait le nombre de morts pourrait s'accroître.

«On s'y attendait!» ont déclaré les dirigeants belges après les attentats; en vérité non seulement le gouvernement belge mais les gouvernements français, allemand, italien, britannique ou espagnol s'y attendaient depuis longtemps. Après les attentats de Paris, Hollande avait déclaré, au nom de tous les gouvernements impérialistes occidentaux: «Nous sommes en guerre!». En guerre, mais contre qui ?

La guerre que conduit chaque capitalisme est une guerre de concurrence sans merci, c'est une guerre qui se déroule simultanément à différents niveaux : économiques, politiques, financiers et de façon toujours plus fréquente à travers des interventions militaires, pour l'instant dans les pays de la «périphérie» lointaine ou immédiate de l'impérialisme selon les intérêts en jeu. Une guerre que le terrorisme «djihadiste», rejeton du terrorisme grand-bourgeois des métropoles impérialistes a repris à son compte en menant ses attaques y compris suicide, au cœur des métropoles impérialistes: New-York, Madrid, Londres, Paris et aujourd'hui Bruxelles.

Bruxelles, capitale des institutions européennes, était devenue dans les derniers temps une cible privilégiée du terrorisme

(Suite en page 4)

Contre le sabotage de la mobilisation par les appareils syndicaux, organisation et lutte indépendante de classe!

Après les manifestations du 31 mars et du 9 avril contre la loi El Khomri qui ont été des succès indéniables avec des dizaines de milliers de participants, l'Intersyndicale regroupant la CGT, FO, la FSU, Solidaires, et les organisations étudiantes et lycéennes UNEF, UNL et FIDL ont décidé d'organiser une nouvelle journée d'actions pour le... 28 avril.

Il faudrait être bien naïf ou n'avoir aucune mémoire pour s'étonner que les syndicats dits «réformistes» (par opposition à ceux dits «contestataires» comme la CFDT qui approuvent l'attaque anti-ouvrière de la dite «loi Travail»), décident de casser la mobilisation en laissant tout le temps nécessaire au gouvernement pour multiplier les manoeuvres afin de faire tomber la pression. C'est exactement la même tactique de sabotage de la lutte qu'avaient employé, malheureusement avec succès, ces organisations contre la réforme Sarkozy des retraites.

Ces appareils syndicaux ne sont pas des organisations de lutte de classe, mais des organisations de **collaboration de classe**. Si elles sont contraintes de défendre les revendications des travailleurs (ou plus généralement de faire mine de les défendre), c'est uniquement à condition que ces revendications restent compatibles avec la bonne marche de l'économie nationale ou de l'entreprise - objectif qu'elles placent toujours au premier rang - ou dans le but d'éviter l'apparition d'un mouvement de lutte «incontrôlable», dangereux pour l'ordre étatique.

L'UNEF et les organisations de jeunes se sont donc prêtées aimablement à la manoeuvre de «concertation» organisée par le gou-

vernement - qui, comme tous les gouvernements de la Ve République, redoute d'éventuels débordements des lycéens et étudiants, parce que parmi eux l'encadrement par les organisations collaborationnistes est très faible. L'UNEF s'est déclarée satisfaite des concessions annoncées par Valls, tout en affirmant, bien sûr!, ne pas renoncer à obtenir le retrait de la loi.

Ce que valent les concessions et les sourires du gouvernement envers les jeunes peut se mesurer à la répression policière qui s'abat sur eux: matraquages, gardes-à-vue, condamnations expéditives à des peines de prison, ou au fait que sous la pression du MEDEF il soit presque immédiatement revenu sur une partie de ce qu'il avait promis, comme la surtaxation des CDD (mesure censée favoriser l'emploi non précaire).

LA COMPLICITÉ DE L'«EXTRÊME» GAUCHE

La politique de sabotage des luttes menée par les appareils syndicaux se mène avec la **complicité** des groupes qui se prétendent révolutionnaires. On chercherait en effet vainement dans leur presse, leurs tracts ou leurs communiqués, la moindre critique de

l'action de l'Intersyndicale, la plus petite opposition à la pratique du saucissonnage des luttes et des vaines manifestations-processions rituellement organisées par les syndicats.

Ce n'est pas étonnant: ces organisations soi-disant d'extrême-gauche se sont peu à peu intégrées jusqu'aux plus hauts niveaux des appareils syndicaux (au point d'y remplacer souvent les anciens bonzes du PCF ou du PS), épousant inévitablement au cours de ce processus la pratique et l'idéologie réformistes du dialogue social qui y fleurissent. Elles ne vont donc pas combattre une politique dont elles partagent la responsabilité!

Elles sont devenues les rabatteurs les plus efficaces des grandes manoeuvres syndicales, comme, sur un autre plan, elles sont depuis longtemps les rabatteurs les plus acharnés du cirque électoral et du soutien politique au réformisme.

NUIT DEBOUT, PROLÉTAIRES À GENOUX?

Leur suivisme par rapport au réformisme les a aussi naturellement conduit à soutenir «Nuit debout», à l'exception de Lutte Ouvrière qui a parlé de «l'ambiguïté d'un mouvement». Mais le mouvement *Nuit debout*, qui, ce n'est pas par hasard, a été

(Suite en page 2)

AMADEO BORDIGA

PARTI ET ACTION DE CLASSE (2)

La première partie de cet article de 1921 a été publié sur le n° précédent du journal. Rappelons que l'article complet se trouve, avec d'autres dans notre brochure «Les Textes du PCI» n°2, disponible à notre adresse.

(...) La naissance de l'Internationale Communiste comme force historique a matérialisé, sur la base d'expériences révolutionnaires décisives et parfaitement claires, les lignes sur lesquelles le mouvement prolétarien pouvait se réorganiser dans tous les pays.

Une première condition de victoire révolutionnaire du prolétariat mondial est donc que l'Internationale parvienne à une stabilisation organisationnelle qui donne partout aux masses une sensation de décision et de certitude, qui sache les gagner tout en sachant les attendre là où c'est indispensable pour que le développement de la crise produise encore sur elles ses effets, là où il n'est pas possible d'éviter qu'elles fassent encore certaines expériences sur les conseils insidieux des social-démocrates. Il n'existe pas de meilleure recette pour échapper à cette nécessité. (...)

On ne saurait trop se hâter d'organiser le mouvement international sur la base de ces normes obligatoires à l'échelle internationale. En effet, comme nous le disions plus haut; ce qui constitue la grande force qui doit le guider dans la réalisation de sa tâche de propulseur des énergies révolutionnaires, c'est la démonstration de sa continuité de

pensée et d'action vers un but précis, qui un jour apparaîtra clairement aux yeux des masses, en provoquant leur polarisation vers le parti d'avant-garde et en donnant ainsi les meilleures chances de victoire de la révolution. (...)

Nous n'avons donc pas à être pour de grands ou de petits partis, nous ne devons pas prétendre bouleverser toutes les bases sur lesquelles certains partis ont été fondés sous prétexte qu'ils ne sont pas des «partis de masse»; nous devons exiger que les partis communistes soient partout fondés sur des règles organisationnelles, programmatiques et tactiques fermes, dans lesquelles se cristallisent les résultats des plus hautes expériences de la lutte révolutionnaire à l'échelle internationale. (...)

Le parti ne sera jamais aussi sûrement entouré par les masses, les masses ne trouveront jamais dans le parti un plus sûr garant de leur conscience de classe et de leur puissance, que lorsque le passé du parti aura mis en évidence la continuité de son mouvement vers les buts révolutionnaires, même sans les masses et contre elles dans les moments défavorables. Les masses ne seront jamais gagnées efficacement que **contre** leur chefs opportunistes: cela signifie qu'il faut les

conquérir en démantelant le réseau des organisations de parti non communistes qui ont encore de l'influence en leur sein et en attirant les éléments prolétariens dans le cadre de l'organisation solide et bien définie du parti communiste.

Cette méthode est la seule qui puisse donner des résultats utiles et assurer le succès dans la pratique. Elle correspond exactement à la position de Marx et d'Engels face au mouvement dissident des Lassalliens. (...)

Il est nécessaire d'intégrer à la tactique de l'Internationale, aux critères fondamentaux qui dictent son application, à la solution des problèmes complexes qui se présentent dans la pratique, certaines normes qui ont toujours donné les meilleurs résultats: l'intransigence absolue à l'égard des autres partis, même proches, en considérant ses conséquences futures et en passant par-dessus le souci contingent d'accélérer le développement de certaines situations; la discipline exigée des adhérents, en prenant en considération non seulement son respect dans le présent, mais aussi leur action passée, et en faisant preuve de la plus grande méfiance à l'égard des conversions; le critère consistant à juger les individus et les groupes dans leurs responsabilités passées, au lieu de leur reconnaître le droit de prendre

(Suite en page 5)

Après les attentats à Bruxelles

La réponse prolétarienne n'est pas la solidarité avec les gouvernements et les bourgeois mais la lutte de classe contre toutes les manifestations du capitalisme, terrorisme petit-bourgeois compris !

(Suite de la page 1)

islamique. Avant le massacre actuel, le 23 décembre 2011 un djihadiste ouvrait le feu dans une rue de Liège, faisant 5 morts et 125 blessés; le 24 mai 2014 l'attentat au musée juif de Bruxelles faisait 4 morts; le 15 janvier à Verviers était démantelée une cellule djihadiste qui préparait une série d'attentats en Europe.

Par ces attentats le terrorisme petit-bourgeois de matrice islamique, pas toujours directement lié à Al Quaida ou au Califat noir de Al Baghdadi, entend répondre aux puissances occidentales qui durant des décennies ont terrorisé les populations en bombardant ou occupant tel ou tel des pays du Moyen ou d'Extrême Orient. La situation plus récente en Irak et en Syrie est caractérisée par l'intervention militaire impérialiste – à laquelle participe la Belgique avec son aviation – et par une massacre continu des populations par les bombardements, les attaques des milices et des gouvernements soutenus par les impérialismes; cela a donné une vigueur plus grande à des forces qui ont accumulé des expériences militaires et qui prospèrent dans le chaos des guerres en cours en se taillant des parcelles de pouvoir sur des villes et des territoires qu'ils mettent en coupe réglée et dont ils tirent des profits par le trafic d'armes ou d'êtres humains, de pétrole ou de drogue.

Pour attirer des jeunes prêts à se mettre à leur service contre les forces de grands pays comme les Etats-Unis ou les pays européens, ces organisations n'ont pas besoin seulement de soutiens financiers et de fournitures d'armes; elles ont aussi besoin d'idéaux. Le fondamentalisme islamique le leur en fournit en poussant à des gestes héroïques, comme l'immolation et le sacrifice de sa vie dans les attentats jugés nécessaires pour se «purifier» et «purifier» un monde corrompu et dégénéré.

Ce type de terrorisme ne recrute pas ses adeptes uniquement parmi les jeunes désespérés par le chômage et la misère; il les recrute aussi parmi des couches petites-bourgeoises d'où émergent des éléments qui, pour donner un sens à une vie rythmée par la quête quotidienne de l'argent nécessaire pour vivre, par la morgue des plus riches, par les vexations quotidiennes de type raciste ou

religieux, se raccrochent au mythe d'une justice **divine** qui devrait s'imposer à la justice **terrestre** et dont ils sont prêts à devenir les instruments de vengeance.

Ce n'est pas par hasard si ces attentats ne sont pas dirigés contre des personnes précises, contre les représentants de puissances politiques ou économiques jugés coupables d'actes déterminés, mais contre la foule anonyme, contre des gens se trouvant par hasard dans un endroit donné et à un moment donné; attentats qui sèment la mort parmi des «gens innocents», comme sont innocents ceux qui meurent sous les bombardements en Irak, en Syrie, en Libye, croyant pouvoir ainsi changer le cours des choses.

En réalité ce terrorisme petit-bourgeois n'est que l'autre face du terrorisme grand-bourgeois, du terrorisme des grands Etats qui par leurs guerres de rapines, ou celles menées par procuration par des Etats plus petits, perpétuent leur domination et surtout alimentent la domination du capitalisme et de ses lois sur la planète. Après les attentats de Paris, et surtout après la série d'attentats réussis ou ratés, il était clair pour tout le monde que le terrorisme islamique pouvait facilement se diffuser en Belgique – pays européen créé artificiellement par les puissances de l'époque, surtout l'Allemagne et la France, comme «Etat-tampon», pays où il n'y a jamais eu de réelle intégration «nationale» entre groupes de différentes origines, Wallons, Flamands, Allemands et où, à part la monarchie, il n'existe pas de véritable centralisme gouvernemental du pays.

Le «on s'y attendait» des dirigeants belges ne signifiait pas qu'ils se préparaient à cette éventualité; c'était une déclaration de faiblesse telle qu'elle équivalait à une demande de tutelle d'un Etat plus puissant et mieux organisé; et dans les faits c'est l'Etat français qui s'est mis en avant, ne serait-ce que parce que les terroristes de Paris en novembre et en janvier venaient de Bruxelles et en particulier du quartier de Molenbeek où la police belge n'ose pas entrer.

La presse bourgeoise elle-même déclarait, avant les attentats de Bruxelles, que la Belgique était un «Etat en faillite», un Etat faible construit sur un «sentiment national»

précaire. Un pays où de nombreuses raisons objectives expliquaient la formation d'un humus fertile pour la naissance de groupes djihadistes: communauté musulmane nombreuse et très peu intégrée avec un fort taux de chômage des jeunes, facilité de se procurer des armes, inefficacité de la police, mal équipée et divisée par différents niveaux d'autonomie administrative et de rivalité entre Flamands et Wallons (1).

Et c'est précisément parce que l'unité nationale belge était précaire qu'elle avait été choisie par les grands Etats européens pour être le siège des institutions européennes: la France n'aurait jamais accepté que ce siège soit en Allemagne et l'inverse était vrai. Bruxelles apparaissait comme suffisamment insérée dans le front de défense des intérêts impérialistes européens (comme en témoignait son histoire coloniale) mais avec un nationalisme trop faible pour contester les intérêts des grands Etats: elle a ainsi pu être «naturellement» choisie pour devenir la capitale institutionnelle de l'Europe.

Mais les prolétaires belges, qu'ils soient Wallons ou Flamands, immigrés ou naturalisés, ne peuvent se faire des illusions: la démocratie et les autonomies reconnues dans les villes et les quartiers de Belgique ne sont pas des éléments permettant une vie civile harmonieuse. Si jamais ils devaient se soulever en se lançant dans la lutte de classe anticapitaliste, ils se trouveraient face non seulement aux forces de l'ordre de l'Etat («en faillite»), mais aussi aux forces militaires de Paris ou de Berlin, face à des Etats plus puissants et aguerris qui se substituerait à l'Etat belge pour défendre un régime bourgeois face au péril d'une brèche classiste qui risquerait de se propager aux pays voisins.

L'exploitation qui caractérise toujours et partout le mode de production capitaliste ne s'arrête jamais parce que c'est de l'exploitation des travailleurs que le capital tire son profit. Cette exploitation fait partie d'une guerre qui n'est jamais déclarée ouvertement, une guerre dissimulée, masquée en général sous le voile de la collaboration de classe au nom de la défense de l'entreprise et de l'économie nationale, de la civilisation et de la démocratie – mensongère affirmation d'une prétendue souveraineté populaire qui ne sert qu'à consolider les chaînes liant les prolétaires de toute nationalité, de toute race ou de toute religion au système productif capitaliste.

Quand le sort de leurs profits est en jeu, les capitalistes n'hésitent jamais à rogner sur les mesures de sécurité, à licencier, à participer à l'exploitation de prolétaires d'autres pays, à intervenir militairement aux quatre coins du monde; si la participation à une alliance de brigands rend nécessaire la participation aux bombardements en Irak, ils font décoller les F16 et ils bombardent; les médias ne montreront jamais les visages de ceux qu'on est allé bombarder. Le capital commande, les capitalistes obéissent; et dans leur noble mission d'assurer la valorisation du capital et de sauver les profits, ils agissent avec tout le cynisme dont est capable le monde bourgeois.

Nous sommes dans une période où les prolétaires d'Europe intoxiqués par des décennies de démocratie et jouissant de conditions notablement supérieures à celles des prolétaires des pays de la périphérie de l'impérialisme, ne sont pas encore conscients que la bourgeoisie ne permettra jamais que sa domination politique soit remise en cause; une période où la bourgeoisie impérialiste peut encore vanter la prétendue supériorité de sa civilisation en cachant le brigandage réel qu'elle mène aux dépens de la grande majorité de la population du monde, pour faire croire à une communauté de valeurs et d'intérêts qui unirait les prolétaires aux capitalistes au nom de la «patrie»: en réalité des générations entières de prolétaires ont été contraints de verser leur sang au nom de la

patrie, de la paix, de la liberté, de la fraternité, sans rien obtenir en échange que la perpétuation de leur exploitation! Une période où les multiples forces du collaborationnisme peuvent encore dénaturer les intérêts prolétaires en les truffant des valeurs bourgeoises de la démocratie, de la nation, de la paix – paix que les contradictions mêmes du capitalisme ne garantiront jamais!

La réaction terroriste petite-bourgeoise est, elle aussi, au service de la domination générale du capital, parce qu'elle obéit aux mêmes lois, la seule différence étant que c'est au profit de fractions bourgeoises qui veulent arracher des territoires aux fractions bourgeoises dominantes. Bourgeois contre bourgeois, ils se font la guerre pour s'emparer de richesses qui ne sont pas autre chose que le produit du travail humain, du travail salarié de générations de prolétaires.

La guerre des bourgeois impérialistes contre les bourgeois «terroristes» n'est pas une guerre à laquelle les prolétaires doivent participer et pour laquelle ils doivent sacrifier leur vie, leurs intérêts, leur **cause**.

Leur **cause**, c'est-à-dire la cause d'une classe qui produit toutes les richesses de la société mais dont s'empare l'ennemi de classe, la bourgeoisie capitaliste. La cause de la classe prolétarienne est historiquement **antagoniste** à celle de la classe bourgeoise: ce n'est pas là une croyance idéologique, mais une **réalité** que démontre chaque jour la société capitaliste.

Le prolétariat devra le reconnaître, il devra apprendre que pour affirmer ses intérêts de classe il lui faut s'affronter aux forces de la conservation bourgeoise qui se déchaineront contre lui chaque fois qu'il essaiera d'échapper à l'exploitation à laquelle il est voué, non par choix, mais par la contrainte sociale d'une domination bourgeoise qui à cette seule condition réussit à extorquer la plus-value du travail salarié.

La réponse des prolétaires aux attaques terroristes ne peut pas consister à s'unir avec les capitalistes et leurs gouvernements pour défendre un système politique qui est fondamentalement antiprolétarien.

La réponse prolétarienne ne peut se mener que sur le terrain de la lutte de classe, en s'organisant pour la défense exclusive des intérêts de classe et en ne reconnaissant comme alliés et frères de classe que les prolétaires des autres pays.

Cette perspective peut sembler aujourd'hui utopique et bien peu «concrète»; mais elle est en réalité la seule qui pourra concrètement être assumée par la reprise de la lutte prolétarienne, centrée sur les intérêts de sa propre classe, sur sa propre cause historique qui consiste à mettre fin une fois pour toutes au système d'exploitation de l'homme par l'homme, au système capitaliste qui n'a d'autre but que le capital, la valorisation du capital, et qui oblige tous les êtres humains à satisfaire ses impératifs, les impératifs du marché, et non les besoins de l'humanité.

Aucune solidarité avec les capitalistes et leurs gouvernements sous le prétexte de la lutte contre le terrorisme !

Aucune solidarité avec les impérialismes, entités terroristes mondiales qui tiennent dans leurs griffes des populations entières qui massacrent et ravagent pour s'enrichir!

Aucune justification aux actes de terrorisme petit-bourgeois sous quelque forme qu'il se présente!

Organisation de classe pour la défense exclusive des intérêts prolétaires anti capitalistes!

Pour la reprise de la lutte de classe dans tous les pays!

Pour la révolution communiste mondiale, seule solution historique pour l'émancipation de l'exploitation salariée et de toutes les oppressions bourgeoises!

27/3/2016

Contre le sabotage de la mobilisation par les appareils syndicaux, organisation et lutte indépendante de classe!

(Suite de la page 1)

largement répercuté par les médias, est tout sauf ambigu! Interclassiste par nature, avec une forte participation petite-bourgeoise, ce mouvement se revendique ouvertement réformiste. En témoigne, par exemple, son appel à une «*journée de séparation entre le Medef et l'Etat*» le 23 avril. Voilà qui devrait ravir LO qui, à l'instar de tous les réformistes, se plaint que l'Etat est accaparé par les capitalistes! En réalité il est aussi impossible de séparer l'Etat bourgeois des capitalistes que de transformer un *nuiteboutiste* en lutteur de classe.

Le mouvement *Nuit debout* est de même nature que celui il y a quelques années des *Indignés* en Espagne ou d' *Occupy* aux Etats-Unis: réformiste, légaliste et... antiprolétarien. Idéologiquement petit-bourgeois il s' imagine être au dessus des classes et des partis, soucieux uniquement de l'intérêt général, alors qu'il est en réalité l'expression de la soumission aux impératifs bourgeois.

Il ne peut en aucune façon être un point d'appui pour la renaissance de la **lutte de classe**, qu'il cherche au contraire, consciemment ou non, à exorciser; c'est ce qui explique son refus des partis politiques (ce qui n'em-

pêche pas les tentatives de récupération, de droite ou de gauche) et sa croyance aveugle dans la *démocratie citoyenne*.

Confrontés à la perspective d'une nouvelle défaite consciemment organisée par les appareils syndicaux et leurs complices d'extrême gauche, il est peu probable que beaucoup de prolétaires se laissent abuser par la diversion des *nuiteboutistes*. Ils ne vivent pas au pays des bisounours; les faits leur ont enseigné que ce ne sont pas les bons sentiments et les idées fumeuses, mais le rapport des forces qui est déterminant face aux patrons.

Il leur reste à apprendre qu'ils disposent potentiellement de la force capable de faire plier tous leurs adversaires, dès lors qu'ils rompent avec les méthodes défaitistes des appareils syndicaux pour se placer sur le terrain de classe, retrouvant les méthodes et les moyens de lutte classistes, qui sont les seuls efficaces.

C'est la leçon qu'il faut tirer des impasses d'aujourd'hui si l'on veut préparer les victoires de demain: la rupture avec le sabotage des appareils syndicaux collaborationnistes et l'**organisation indépendante de classe** est une nécessité pressante de la lutte ouvrière.

(1) Cf <http://www.politico.eu/article/belgium-failed-state-security-services-molenbeek-terrorism/>, in <http://www.ilpost.it/2016/03/27/problemi-belgio/>

Le CCI et les attentats: Stupeur et tremblements

Une particularité de la prise de position de cette organisation sur les attentats de novembre est qu'elle n'a pas été publiée sur son journal, le Courant Communiste International ayant préféré consacrer la une de *Révolution Internationale* à deux événements qu'elle jugeait sans doute plus importants: la COP 21 et les... élections régionales! L'existence d'une longue prise de position (1) sur son site internet n'est même pas indiquée aux lecteurs...

A la lecture de celle-ci on ne peut que constater la superficialité et l'impressionnisme de l'analyse. C'est la conséquence de la déviation par rapport au marxisme qui se traduit par l'incapacité du CCI à comprendre ce qui se passe. «*Daesh* a volontairement visé une génération qui commet à ses yeux l'horrible crime d'aimer se rencontrer, discuter, boire, danser et chanter librement, autrement dit d'aimer la vie» (2), affirme ainsi le texte qui poursuit en disant que «la génération visée avait justement manifesté sa solidarité avec les artistes assassinés de Charlie Hebdo en se mobilisant massivement lors des manifestations de janvier». Selon le CCI ces manifestations patriotiques d'union sacrée avaient été positives, car favorisant «la réflexion, les discussions» (1) – et c'est pourquoi elles auraient été cette fois interdites (3).

Le texte continue en assurant que les attentats de Paris ont été «motivés par une idéologie obscurantiste et morbide».

«La dimension obscurantiste, religieuse et surtout destructrice de *Daesh* est telle que ce groupe échappe à tout contrôle»; «ce prétendu "Etat Islamique" a pour sainte trinité le viol, le vol et la répression sanglante, (...) il vend des femmes et des enfants, parfois pour leurs organes, (...) il détruit toute culture [horreur!] (la même haine de la culture que le régime nazi) (4)», c'est «un proto-Etat suicidaire et meurtrier» dont le «projet irréalisable n'est rien d'autre qu'une entreprise suicidaire mais non moins dévastatrice»; «autre point commun avec l'Etat Islamiste, le régime nazi avait lui aussi un objectif de conquête et de politique irréaliste et suicidaire. C'est pourquoi le terme d'islamo-fascisme pour qualifier l'idéologie de *Daesh* est particulièrement adapté»; la mise en scène des attentats a créé «une véritable onde de choc et de panique (...) un climat insoutenable de terreur», etc., etc.

As se demander si le plus choqué n'a pas été le CCI...

Tout ce qui est dit ici semble calqué sur la propagande bourgeoise qui diabolise l'EI en le présentant comme une organisation monstrueuse et incompréhensible (Valls: il ne faut pas chercher à comprendre, mais combattre), animée par une haine délirante de «nos valeurs», de «notre» mode de vie. Mais les dirigeants et les cadres de l'EI sont tout sauf délirants! Contrairement à ce que laisse entendre le texte, les attentats n'ont pas été motivés par une idéologie, quelle qu'elle soit, mais par un calcul froidement effectué par les dirigeants de l'EI: faire un maximum de victimes pour tenter d'infléchir la politique française.

De la même façon, ce n'est pas par idéologie que lors de la dernière guerre mondiale, les Américains bombardaient à l'échelle industrielle les populations civiles, ou que les Allemands bombardaient Londres, mais pour briser la résistance de l'ennemi, conformément à ce qui se passe lors de toutes les grandes guerres modernes (5).

Selon le matérialisme historique, l'idéologie sert à motiver les exécutants, ce n'est pas elle qui est la cause déterminante des événements. La religion, même sous la forme la plus obscurantiste et morbide, n'explique pas les attentats ou l'enracinement de l'EI; elle est utilisée pour justifier les attentats et la domination des structures de l'Etat Islamique là où il est présent. Lors de la guerre du Viet-Nam les bombardiers américains étaient

bénis par les évêques comme le sont en ce moment par des popes les bombardiers russes qui décollent pour la Syrie, mais il ne viendrait à l'idée de personne d'expliquer ces bombardements par la religion catholique ou orthodoxe.

La particularité de l'«Etat Islamique», comme son nom l'indique déjà, est que son «projet» est de constituer un Etat dans une zone bien définie du Moyen-Orient, et non pas d'inciter au djihad dans le monde entier; et jusqu'à ces derniers mois, il appelait ses partisans étrangers à venir le rejoindre, plutôt qu'à mener le combat chez eux.

Mais il a commencé à devenir incontrôlable et dangereux pour l'impérialisme et les Etats qui au début le parrainaient, lorsque, prenant son autonomie grâce à ses premiers succès, il proclama, en abattant la frontière entre l'Irak et la Syrie, la fin des accords Sykes-Picot, c'est-à-dire la fin du partage impérialiste de l'Empire Ottoman; or c'est sur la base de ce partage que se sont édifiés les Etats de la région. Seule, on le comprend, la Turquie d'Erdogan, qui se veut héritière de l'Empire, applaudit alors.

Faudrait-il en conclure que l'EI représenterait une force bourgeoise anti-impérialiste, une force qui, en secouant le statu-quo, travaillerait sans le vouloir en faveur de la future révolution prolétarienne par l'accentuation du chaos et l'affaiblissement de l'impérialisme dans la région? Une force qu'il faudrait donc plus ou moins soutenir en dépit de sa brutalité et de ses sinistres traits réactionnaires (6)?

Ce serait là prendre l'effet pour la cause. L'ébranlement irrémédiable du statu-quo dans la région a été provoqué par la guerre américaine contre l'Irak, puis par la révolte contre le régime syrien affaibli par la crise économique lors du dit «printemps arabe». Mais si l'entrée dans une période révolutionnaire s'accompagne toujours d'un «chaos» que dénoncent les partisans de l'ordre établi, le chaos en lui-même n'a pas automatiquement débouché révolutionnaire. En raison de l'absence de toute force prolétarienne, l'EI, ainsi que les autres formations armées, «modérées» ou radicales, ont été la réponse contre-révolutionnaire bourgeoise – et non moyenâgeuse ou tribale – à l'ébranlement des équilibres nationaux et régionaux.

L'EI ne lutte pas pour étendre le chaos et affaiblir l'ordre bourgeois, mais pour restaurer à son profit ce dernier, sur une base nouvelle, plus solide et plus impitoyable que la précédente. Y arrivera-t-il? Rien n'est moins sûr car d'une part il a des ennemis puissants et d'autre part toutes les contradictions et les heurts d'intérêts des puissances internationales et régionales se conjuguent pour déstabiliser la région; mais l'EI n'est pas la cause de cette déstabilisation.

* * *

Revenons à la prise de position du CCI. Selon celle-ci, l'EI est «directement sécrété (!) par la phase actuelle de décomposition du capitalisme». Car depuis le milieu des années 80 le capitalisme serait entré dans cette phase en raison du «blocage» des deux classes fondamentales, le prolétariat et la bourgeoisie, aucune des deux n'ayant la force d'imposer à l'autre sa solution: la guerre ou la révolution. Du coup «la société toute entière reste ainsi prisonnière de l'immédiat, apparaît sans avenir et pourrait peu à peu sur pied».

Après les assassinats de janvier 2015, le CCI s'interrogeait déjà avec angoisse: «D'une certaine façon, on est confronté à l'impensable: comment des cerveaux humains, pourtant éduqués dans un pays "civilisé" ont-ils pu formuler un tel projet barbare et absurde qui ressemble à celui des nazis les plus fanatiques brûlant les livres et exterminant les juifs?»; et il répondait que c'était

«un symptôme du pourrissement de la société capitaliste», «une crise économique mais aussi sociale, morale et culturelle» (7). Si la morale et la culture entrent en crise le pire est possible!

Réaffirmant cette thèse invraisemblable du blocage de la société selon laquelle le prolétariat depuis trois décennies serait aussi puissant que la bourgeoisie, le texte estime cependant que la «décomposition» aurait toutefois marqué un pas qualitatif supplémentaire avec les attentats de Paris, au motif qu'il ne s'agissait pas d'un acte isolé et bref, mais d'une série d'attaques qui ont duré près de 3 heures (que dire alors des attaques du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis?) et «une des pires hécatombes qui ait frappé le cœur de l'Europe depuis la seconde guerre mondiale».

Apparemment le CCI a oublié les tueries qui ont marqué les années de plomb dans l'Italie du début des années soixante-dix, ou les centaines de manifestants algériens tués par la police en octobre 1961, sans parler des hécatombes dans les pays de l'Est, de Berlin à Budapest, etc.; cela se passait pourtant avant l'entrée du capitalisme dans sa fameuse phase de décomposition; ou alors la différence qualitative viendrait-elle du fait qu'en novembre à Paris, le responsable n'était pas l'Etat? En tout cas il est clair que pour le CCI, quand ces attentats n'ont pas lieu au cœur de l'Europe (chez nous, les «civilisés»), c'est évidemment moins grave...

(1) «Attentats à Paris: à bas le terrorisme! à bas la guerre! à bas le capitalisme!», 21/11/2015.

(2) C'est aussi la position de «Mouvement Communiste» pour qui «Les marches du 11 janvier 2015 avaient marqué un point d'arrêt [aux tentatives de l'Etat d'utiliser politiquement la peur]. La société civile refusait de se laisser intimider» cf *Ni patrie ni frontières* n°52-53, déc. 2015. M.C. a ainsi découvert un nouvel acteur de l'histoire, «la société civile»: enfoncé, vieux Marx!

Ces manifestations ne facilitaient pas la «réflexion», mais le bourrage de crâne patriotique et l'intoxication démocratique en rassemblant des personnes issues de toutes les classes derrière le drapeau français et les représentants des institutions étatiques: présidents, politiciens, juges, flics, etc.

(3) Après les attaques contre *Charlie Hebdo* et l'Hyper Casher, *RI* écrivait déjà que les journalistes avaient été visés «parce qu'ils représentaient l'intelligence contre la bêtise, la raison contre le fanatisme, la révolte contre la soumission, le courage contre la lâcheté, la sympathie contre la haine, et cette qualité spécifiquement humaine: l'humour et le rire contre le conformisme et la grisaille bienpensante». cf *Révolution Internationale* n°450, janvier-février 2015. La réalité est bien différente: *Charlie Hebdo* avait été publiquement désigné par *Al Qaïda au Yémen* comme une cible à abattre parce qu'il avait reproduit les caricatures de Mahomet.

(4) En fait le régime nazi ne condamnait

Lorsqu'il a formulé sa fumeuse théorie de la décomposition, le CCI n'hésitait pas à soutenir que les bases mêmes de la révolution communiste étaient menacées; si l'on y devine quelques traces de cette affirmation, le texte ne va cependant pas jusque là et il affirme la nécessité de «la lutte ouvrière contre le capitalisme». Malheureusement cette lutte n'est conçue et décrite que de la manière la plus inoffensive possible et l'exemple donné est celui de la lutte en 2006... des étudiants! Le texte se termine en indiquant «la seule voie possible à emprunter face aux (...) pires effets de la décomposition: la solidarité dans la lutte, le débat franc et ouvert, le développement de la conscience ouvrière». Amen!

L'approche des périodes révolutionnaires ne peut se concevoir sans l'explosion de toutes les contradictions qui s'accroissent au sein de la société capitaliste: les militants d'avant-garde devront s'y préparer et y préparer leurs frères de classe. Une organisation vraiment révolutionnaire, qu'elle se définisse comme parti ou comme «fraction», devrait donc tenir aux prolétaires un tout autre langage que celui du CCI, le langage, non du pacifisme, mais celui de Marx:

L'antagonisme entre le prolétariat et la bourgeoisie est une lutte de classe à classe, lutte qui, portée à sa plus haute expression, est une révolution totale. (...) Le combat ou la mort; la lutte sanguinaire ou le néant. C'est ainsi que la question est invinciblement posée (8).

ce que qu'il appelait l'«art moderne dégénéré», prétendument «enjuivé», et il exaltait la culture allemande classique. De son côté, l'Etat Islamique interdit les expressions culturelles jugées non islamiques (danse et musique profanes, etc.) mais il a remis en activité les écoles et les universités (Mos-soul) avec, c'est évident, des programmes expurgés.

(5) N'oublions pas non plus la caractéristique du bombardement contre-révolutionnaire du bombardement des populations civiles. A propos des combats en Italie, Churchill, qui craignait un «bolchevisme rampant», écrivait ainsi le 4 août 1943, après le remplacement du régime fasciste par le gouvernement Badoglio: «Dans le but d'exercer la plus grande pression politique et militaire sur la population et le gouvernement italien, plus que pour des raisons militaires, nous sommes extrêmement réticents à arrêter les bombardements sur les réseaux ferroviaires et ainsi de suite». Cité par Dino Erba, *Il Partito Comunista Internazionale 1943-1952*, p. 43.

(6) Une telle position a été défendue dans l'une de nos réunions par un intervenant qui prétendait être ainsi fidèle aux thèses de la Gauche communiste italienne! C'est aussi la position des trotskystes de la LTF qui tout en dénonçant sa politique, accordent leur «soutien militaire» (1) à l'EI.

(7) cf *RI* n° 450

(8) cf «*Misère de la philosophie*», ch. II, paragraphe 5 (Ed. Sociales 1977, p. 179)

A propos de Daech et de l'anti-impérialisme

Des discussions ont éclaté dans un comité de lutte anti-impérialiste; certains participants estimaient que Daech (l'«Etat Islamique») est combattu par l'impérialisme parce qu'il est l'expression d'un problème national dans la région; pour cette raison, il ne fallait pas le condamner, car selon eux, cela reviendrait à renvoyer dos-à-dos l'opresseur et l'opprimé. Le petit texte ci-dessous visait à mettre les choses au point.

1) La question nationale (le problème national, etc.) est une question **bourgeoise**, la révolution nationale est une **révolution bourgeoise**. Les prolétaires n'ont pas de patrie dit le Manifeste et leur objectif est l'union des prolétaires de tous les pays; la révolution prolétarienne qui commence bien sûr inévitablement dans un pays donné, est obligée pour vaincre de s'étendre au niveau international: par nature la révolution prolétarienne, communiste, est **internationale**.

2) Les prolétaires doivent lutter contre toutes les oppressions nationales, pour l'autodétermination et la liberté de sépara-

tion de tous les peuples opprimés ou colonisés; non pas parce que leur idéal est la création d'Etats bourgeois, mais parce que, pour que puissent s'unir les prolétaires des pays dominants et les prolétaires des pays dominés, les premiers doivent démontrer dans les faits qu'ils ne sont pas solidaires de l'oppression qu'exerce «leur» bourgeoisie et «leur» Etat, mais qu'ils la combattent au contraire non seulement en paroles mais si possible en pratique. C'est le seul moyen pour que la proposition qu'ils font aux pro-

(Suite en page 4)

Un remaniement gouvernemental pour une même politique anti-ouvrière

Les analystes politiques les plus chevronnés l'annonçaient depuis un bon moment: Hollande allait remanier le gouvernement pour infléchir sa politique vers la gauche de façon à renouer avec son électorat afin d'aborder les futures élections présidentielles dans les meilleures (ou les moins mauvaises) conditions.

Le remaniement a bien eu lieu, mais l'orientation anti-ouvrière de la politique gouvernementale n'a pas changé, elle s'est même encore accentuée. Enième démonstration que le facteur décisif qui détermine la politique bourgeoise, indépendamment de la couleur politique de ceux qui ont été élus, n'est pas la volonté des électeurs, mais les intérêts du capitalisme en général et des divers groupes capitalistes particuliers.

Le projet de loi pour réformer le code du travail qui vient après des mois de campagne dans les médias et après le rapport Badinter, contient des dispositions unanimement saluées par le patronat: ce n'est pas étonnant car elle sont le résultat du travail des lobbies patronaux auprès du gouvernement (1)!

Citons l'«assouplissement» du temps de travail, autrement dit la fin programmée des 35 heures (qui en dans les faits étaient déjà de moins en moins souvent la règle): la durée maximale de la journée de travail pourra être portée à 12 heures, et la durée hebdomadaire pourra aller jusqu'à 60 heures «en cas de

circonstances exceptionnelles».

Quant aux heures supplémentaires (aujourd'hui au delà des 35 heures) qui sont actuellement payées 25% de plus, elles pourront être payées de seulement 10% de plus. Au nom de la défense de l'emploi, les patrons, y compris des entreprises en bonne santé, pourront remettre en cause les contrats de travail et les employés qui refusent les nouvelles conditions pourront être licenciés sans qu'ils puissent aller devant les prud'hommes.

Les indemnités qui peuvent être versés par les prud'hommes en cas de licenciement abusif seront par ailleurs plafonnées; comme l'écrit un journal, le but est de dissuader «les salariés d'attaquer leurs employeurs aux prud'hommes» (2). De façon générale plus de pouvoir est donné aux patrons; des référendums pourront être organisés comme cela a déjà été le cas dans certaines entreprises pour faire avaliser le travail le dimanche ou les baisses de salaire en s'affranchissant des accords précédemment conclus.

Rapportant le commentaire d'un responsable d'un parti de droite jugeant le projet de loi positif mais affirmant craindre que la loi finale ne le soit pas à cause des protestations à gauche, un quotidien patronal commente ironiquement qu'il espère que «la gauche n'arrivera pas à faire ce que la droite n'avait pas osé faire» (3)!

A propos de Daech et de l'anti-impérialisme

(Suite de la page 3)

létaires des pays dominés, de s'unir sur des bases de classe anti-bourgeoises, puisse être comprise.

Lénine disait que le socialiste qui refuse d'admettre le droit à l'autodétermination des peuples colonisés ou dominés par «son» Etat, peut bien prétendre qu'il le fait au nom du socialisme et de l'opposition à tout Etat bourgeois, il est en réalité un **social-chauvin**.

Mais il disait aussi que le socialiste qui s'unit à sa bourgeoisie pour conquérir l'indépendance nationale, peut bien prétendre qu'il le fait au nom de la lutte socialiste contre l'oppression, il est en réalité un **nationaliste**.

Le rôle des socialistes est, dans tous les cas, de lutter pour l'indépendance de classe du prolétariat; ils doivent avertir les prolétaires que les bourgeois nationalistes se retourneront contre eux dès qu'ils auront acquis leur indépendance et même qu'ils n'hésiteront pas à s'allier aux colonialistes et aux impérialistes et à «trahir» leur propre révolution (nationale, anticoloniale, etc.), s'ils considèrent que les prolétaires deviennent trop puissants et trop combattifs.

Dans ce cas les prolétaires doivent se porter à la tête de la révolution bourgeoise (nationale, anticoloniale, etc.) pour la mener jusqu'au bout et initier leur propre révolution prolétarienne et internationale. C'est ce que préconisaient Marx et Engels pour l'Allemagne en 1850, c'est ce qu'ont pu réaliser les bolcheviks en Russie en 1917.

3) Les populations qu'affirme représenter Daech sont-elles victimes d'une oppression nationale et Daech prétend-il lutter contre une oppression nationale? **Non**.

Daech prétend lutter pour une question religieuse, contre les faux Musulmans, les Alaouites, Chiites, etc. et les gouvernements qui ne suivent pas le «véritable» Islam. Mais ceci est de la propagande.

En réalité il y avait dans ces pays une oppression politique et sociale et des discriminations de type ethnique et autres, en plus d'une exploitation des prolétaires. Des secteurs bourgeois et petits-bourgeois étaient discriminés et ces secteurs exprimaient dans une idéologie religieuse (qui est toujours

une idéologie réactionnaire) leur opposition au pouvoir central: voir par exemple les révoltes en Syrie de ces secteurs dans les années 80 derrière les Frères Musulmans, etc.

4) Le fait que Daech affirme vouloir constituer sans attendre un Etat là où il est présent, alors que les autres forces islamiques rebelles veulent d'abord renverser le pouvoir central, ne constitue pas la preuve qu'il est l'expression d'une question nationale. Au contraire, ceci était au départ cohérent avec le fait qu'il recevait des aides de divers Etats de la région (Turquie, Etats du Golfe) et qu'il avait l'appui de certains secteurs marginalisés bourgeois et petits-bourgeois locaux.

5) L'opposition aux interventions militaires impérialistes doit être résolue et sans conditions: les prolétaires des pays impérialistes doivent mettre en pratique la devise «notre ennemi principal est dans notre pays», notre ennemi principal, c'est «notre» bourgeoisie et son Etat, c'est eux qu'il faut combattre d'abord.

Mais cela n'implique pas automatiquement un soutien aux ennemis de «notre» bourgeoisie: ce sont là deux choses **complètement différentes** qu'il ne faut pas mélanger, à l'inverse de ce qu'ont toujours fait les gauchistes.

Daech est un **ennemi des prolétaires, d'abord** des prolétaires de Syrie et d'Irak, puis des prolétaires des pays impérialistes. Avant de faire des attentats en Europe, il avait fait des attentats en Irak et ailleurs. Avant de faire des attentats en Irak et ailleurs, il avait réprimé les prolétaires dans les régions qu'il contrôlait (cas des prolétaires de la voirie à Mossoul qui avaient fait une action de revendication sur leurs conditions de travail et qui pour cette raison ont été exécutés par Daech).

Soutenir Daech, c'est soutenir un ennemi des prolétaires, c'est se mettre du côté **anti-prolétarien**, ce n'est **absolument pas** se mettre du côté des opprimés!

Une véritable lutte contre l'impérialisme ne peut pas se mener en se mettant du côté d'un camp bourgeois, anti-prolétarien: cela c'est de l'anti-impérialisme bourgeois.

La véritable lutte contre l'impérialisme ne peut se mener que sur des **bases de classe, anticapitalistes**, car il faut renverser le capitalisme pour détruire l'impérialisme!

Il s'agit là d'une nouvelle constatation que les partis de gauche peuvent plus facilement que les partis de droite faire passer, avec un minimum de réactions, les attaques contre les prolétaires, comme l'histoire des dernières décennies l'a démontré. Ils peuvent le faire en raison des liens beaucoup plus étroits qu'ils ont avec les syndicats et les diverses organisations qui entretiennent la collaboration de classes.

On le voit à nouveau avec ce projet de loi. En raison du tollé qu'il a suscité, Cambadélis, le secrétaire général du PS, a affirmé qu'il n'était pas prêt à le voter en l'état mais qu'il «*calerait*» sa position sur celle des «*syndicats réformistes*», comme il n'existe aucun syndicat révolutionnaire, il voulait dire: les syndicats les plus collaborationnistes, c'est-à-dire en fait la CFDT.

Cette dernière ayant déclaré son opposition au projet, les journalistes ont demandé à Laurent Berger, son dirigeant, s'il prévoyait une riposte; sa réponse éclaira le jeu de compères avec le PS (et le gouvernement): «*il y a beaucoup de marges d'action auprès des parlementaires et de l'opinion publique pour faire rectifier ce texte. (...) La CFDT se donne les moyens pour faire évoluer ce texte et on verra avec d'autres organisations si on peut s'exprimer et agir en commun*» (4).

Pas question évidemment de mobiliser les prolétaires, l'«action» n'est envisagée qu'«auprès des parlementaires (du PS) et de l'opinion publique (façonée par les médias bourgeois)» (5)!

Quant à la CGT, elle a déclaré par la voix de son secrétaire général qu'elle allait mettre «*tout en oeuvre pour amplifier la mobilisation*» (6). Connaissant la vacuité de la mobilisation en cours (quelques «journées d'action» isolées entre elles et uniquement organisées pour faire retomber la pression), le gouvernement et le patronat peuvent dormir sur leurs deux oreilles... Si on en voulait une confirmation il suffirait de lire la «tribune» unitaire contre le projet de loi.

Le 18, le NPA avait publié un communiqué ronflant proclamant: «*Unitaire, rapide, regroupant partis, syndicats, associations, organisations de chômeurs/euses, la riposte du monde du travail doit être à la hauteur: dans la rue et par la grève*» (7). Deux jours plus tard il signait ce texte intitulé «*Fortifions le code du travail!*» avec le PCF, la PG, la CGT, la FSU, Solidaires et quelques autres.

Après avoir dénoncé toutes les mesures prévues et même critiqué, mais très timi-

dement, le code actuel («*pas assez directif, pas assez contrôlé, assez appliqué*»), cette tribune se termine ainsi: «*Ensemble, dans les mois qui viennent, nous allons défendre les droits des salariés et jeter les bases d'un Code du travail qui les protège*» (8).

Difficile d'être plus clair dans la volonté de ne pas organiser une riposte dans la rue et par la grève!

La conclusion est claire: les prolétaires ne peuvent se fier aux organisations syndicales, toutes aussi collaborationnistes les unes que les autres, pour se défendre contre les attaques menées par le gouvernement pour le compte des capitalistes.

Tôt ou tard la résignation actuelle et le sentiment paralysant d'impuissance, volontairement entretenu par ces organisations, laissera place à la colère, malgré les mesures d'intimidation et de répression que prennent les autorités (voir le cas des ouvriers de Goodyear condamnés à de la prison ferme). C'est déjà arrivé ponctuellement plus d'une fois, cela arrivera encore, et à une échelle plus large.

Les prolétaires ne pourront alors compter que sur leurs propres forces, que sur leur propre organisation, pour lutter et vaincre; ce n'est pas un code du travail ni des lois sociales qui les protégeront, seule leur lutte ouverte le pourra!

Et sur cette voie ils pourront retrouver leur force de classe et devenir capables ensuite de s'engager dans le combat révolutionnaire contre le capitalisme et tous ses valets, de droite, de gauche ou d'«extrême» gauche.

20/2/2016

(1) Hollande a déclaré benoîtement sur France Inter: «*Les entreprises demandent des assouplissements, je ne vais pas ne pas leur en donner. J'espère qu'elles vont créer des emplois*». cf *Libération*, 20-21/12/16

(2) cf *Libération*, 18/2/16

(3) cf *Les Echos*, 19-20/2/16. Il s'agit de Eric Woerth qui dit aussi: «*c'est une bonne politique de droite!*»

(4) cf *Le Monde*, 20/2/16

(5) Comme par hasard depuis des semaines des sondages ont été publiés dans lesquels une écrasante majorité était partisan d'assouplir le code du travail, de mettre fin aux 35 heures, de réduire les indemnités de chômage, etc., bref d'accroître l'exploitation des prolétaires!

(6) cf *Libération*, 20-21/16

(7) cf <https://npa2009.org/communiqu/projet-de-loi-el-khomri-droit-du-travail-etat-durgence>

(8) cf <https://npa2009.org/arguments/social-autres/fortifions-le-code-du-travail-tribune>

El Proletario

Órgano del partido comunista internacional
No 9 - Enero-Febrero-Marzo 2016

- La única línea roja
- 8 de marzo: en una sociedad en la cual se santifica el beneficio capitalista a toda costa, se da el desprecio congénito a la vida humana y, en particular, a la vida de las mujeres
- Sobre la crisis prolongada de la clase proletaria y la posibilidad de remontarla (II)
- No a la intervención española en Siria
- Atentados en París: ¡El Capitalismo es responsable! ¡Guerra de Clase al capitalismo!
- Huelga de los trabajadores de TMB: el ayuntamiento de Colau muestra su verdadera cara anti obrera
- Siguiendo el hilo del tiempo: Socialismo y nación
- Nota de lectura: el derrotismo universitario
- Vida de Partido

Precio del ejemplar: Europa : 1,5 €, 3 FS; América latina: US \$ 1,5; USA y Cdn: US \$ 2.

Programme communiste Revue théorique No 103 (Janvier 2016)

- Sur la période historique actuelle et les tâches des révolutionnaires
- Le programme révolutionnaire de la société communiste élimine toute forme de propriété de la terre, des installations productives et des produits du travail (fin)
- Histoire de la Gauche communiste: -La question du Front Unique (2) -Amadeo Bordiga. La tactique de l'Internationale Communiste (II Communista n° 11, 13, 15, 19, 25, respectivement du 13, 15, 18, 22, 29 janvier 1922)
- Résumé du point de vue du Parti Communiste d'Italie sur la tactique de l'I.C. dans la période actuelle, pour servir de normes à la délégation lors de la réunion du C.E. International Elargi à Moscou
- «Communisme-ouvrier» ou démocratisme petit-bourgeois?
- La disparition de l'individu en tant que sujet économique, juridique et acteur de l'histoire, fait partie intégrante du programme communiste original (extraits)

Prix: 4 € / 8 FS / 3 £ / 1000 CFA / USA + Cdn
US \$ 4 / Amérique Latine US \$ 1,5 / Algérie 100
DA Maroc 20 MAD

AMADEO BORDIGA

PARTI ET ACTION DE CLASSE (2)

(Suite de la page 1)

à tout moment un «engagement» dans l'armée communiste ou de le résilier.

Même si cela peut momentanément sembler enfermer le parti dans un cercle trop étroit, il ne s'agit pas ici d'un luxe théorique, mais d'une méthode tactique d'une très sérieuse efficacité pour l'avenir.

Mille exemples démontrent à quel point les révolutionnaires de la dernière heure, ceux qui hier se laissaient dicter une orientation réformiste par les conditions particulières et qui aujourd'hui se décident à suivre les principales directives communistes parce qu'ils sont influencés par des considérations souvent trop optimistes sur l'imminence de la révolution, sont déplacés et peu utiles dans nos rangs. Il suffira d'une nouvelle oscillation de la situation - et dans une guerre qui peut dire combien d'avances et de reculs précéderont la victoire finale? - pour que ces éléments retombent dans leur opportunisme passé, en altérant du même coup le contenu de notre organisation.

Le mouvement communiste international doit être composé non seulement de militants fermement convaincus de la nécessité de la révolution et disposés à lutter pour elle au prix de tous les sacrifices, mais de militants décidés à agir sur le terrain révolutionnaire même si les difficultés de la lutte montrent que la victoire est plus difficile et moins proche qu'on ne le croyait.

Au moment de la crise révolutionnaire aiguë, c'est en opérant sur la base solide de notre organisation internationale que nous polariserons autour de nous les éléments qui aujourd'hui sont encore hésitants, et que nous aurons raison des partis social-démocrates de toutes nuances.

Si les possibilités révolutionnaires sont moins immédiates, nous ne courrons pas un seul instant le risque de nous laisser distraire de notre patient travail de préparation pour nous replier sur la résolution de problèmes contingents, ce qui ne profiterait qu'à la bourgeoisie.

* * *

Un autre aspect du problème tactique qui se pose aux partis communistes est celui du choix du moment où il faut lancer les mots d'ordre pour l'action, qu'il s'agisse d'une action secondaire ou de l'action finale.

C'est pourquoi on discute aujourd'hui passionnément sur la «tactique offensive» des partis communistes, qui consiste à réaliser un certain encadrement et un certain armement des militants et des sympathisants les plus proches, et à les lancer au moment opportun dans des actions offensives destinées à entraîner les masses dans un mouvement général, ou même à accomplir des actions spectaculaires pour riposter aux offensives réactionnaires de la bourgeoisie.

Ici aussi, on voit généralement s'opposer deux positions, dont aucun communiste n'assumerait sans doute la paternité.

Aucun communiste ne peut avoir d'objections contre l'usage de l'action armée, des représailles et même de la terreur, et nier que le parti communiste doive lui-même diriger ces formes d'action qui exigent discipline et organisation.

De même, nous considérons comme infantile la conception selon laquelle l'usage de la violence et les actions armées sont réservés au «grand soir» ou sera déclenchée la lutte suprême pour la conquête du pouvoir.

Il est dans la nature même du processus révolutionnaire réel que des heurts sanglants entre le prolétariat et la bourgeoisie se produisent avant la lutte finale, et il peut s'agir non seulement de tentatives prolétaires non couronnées de succès, mais aussi des inévitables affrontements partiels et transitoires entre des groupes de prolétaires poussés à se soulever et les forces de la défense bourgeoise, ou encore entre des groupes de «gardes blancs» de la bourgeoisie et des travailleurs attaqués et provoqués par eux.

Il n'est pas juste de dire que les partis communistes doivent désavouer de telles actions et réserver tous leurs efforts pour le

moment final, car toute lutte nécessite un entraînement et une période d'instruction, et c'est dans ces actions préliminaires que la capacité d'encadrement révolutionnaire du parti doit commencer à se forger et à s'éprouver.

Ce serait cependant mal interpréter les considérations qui précèdent que de considérer purement et simplement l'action du parti politique de classe comme celle d'un état-major, qui par sa seule volonté pourrait décider du mouvement des forces armées et de leur emploi; et ce serait se fabriquer une perspective tactique imaginaire que de croire que le parti peut, après avoir créé un réseau militaire, déclencher l'attaque à un moment donné, lorsqu'il le juge assez développé pour pouvoir battre les forces de la défense bourgeoise.

L'action offensive du parti n'est concevable que lorsque la réalité des situations économiques et sociales met les masses en mouvement pour résoudre des problèmes qui mettent en cause leur sort directement et sur la plus vaste échelle, en créant une agitation qui ne peut se développer dans un sens vraiment révolutionnaire qu'à condition que le parti intervienne en fixant clairement ses buts généraux et en l'encadrant dans une action rationnelle et bien organisée y compris du point de vue de la technique militaire.

Il est certain que la préparation révolutionnaire du parti peut commencer à se traduire dans des actions planifiées même lors de mouvements partiels des masses: ainsi, les représailles contre la terreur des gardes

blancs, qui vise à donner au prolétariat le sentiment d'être définitivement plus faible que son adversaire et à le faire renoncer à la préparation révolutionnaire, sont un moyen tactique indispensable.

Mais croire que par le jeu de ces forces, même extrêmement bien organisées et sur une vaste échelle, on peut changer les situations et provoquer, à partir d'une situation de stagnation, le déclenchement de la lutte générale révolutionnaire, est encore une conception volontariste qui ne peut ni ne doit avoir sa place dans les méthodes de l'Internationale marxiste.

On ne crée ni les partis, ni les révolutions.

On dirige les partis et les révolutions, en unifiant toutes les expériences révolutionnaires utiles à l'échelle internationale, afin d'assurer le maximum de chances de victoire du prolétariat dans la bataille qui est l'aboutissement inévitable de l'époque historique que nous vivons. Telle nous semble devoir être la conclusion.

Les critères fondamentaux qui doivent diriger l'action des masses s'expriment dans les normes d'organisation et de tactique que l'Internationale doit fixer à tous les partis membres. Ils ne peuvent consister à remanier directement certains partis avec l'illusion de leur donner toutes les dimensions et caractéristiques capables de garantir le succès de la révolution, mais doivent s'inspirer de la dialectique marxiste, en se fondant avant tout d'une part sur la clarté et l'homogénéité programmatiques, d'autre part sur la discipline et la centralisation tactiques.

Il existe à notre avis deux déviations «opportunistes».

L'une consiste à déduire la nature et les

caractères du parti de l'appréciation, dans une situation donnée, de la possibilité ou non de regrouper des forces considérables, ce qui revient à se laisser dicter les règles d'organisation du parti par les situations, pour lui donner de l'extérieur une constitution différente de celle à laquelle la situation l'a conduit. L'autre consiste à croire qu'à condition d'être nombreux et d'avoir une formation militaire, un parti peut déterminer les situations révolutionnaires en donnant l'ordre d'attaquer, ce qui revient à prétendre créer les situations historiques par la volonté du parti.

Peu importe laquelle de ces deux déviations doit être considérée comme de «gauche» ou de «droite»: il est certain que toutes deux s'éloignent de la juste voie marxiste.

Dans le premier cas, on renonce à ce que peut et doit être la légitime intervention du mouvement international doté d'un corps systématique de normes organisationnelles et tactiques, on renonce à cette marge d'influence, dérivant d'une conscience et d'une expérience historique précises, que notre volonté peut et doit exercer sur le développement du processus révolutionnaire.

Dans le second, on attribue à la volonté des minorités une influence excessive et irréaliste, en risquant de conduire à des défaites désastreuses.

Les révolutionnaires communistes doivent au contraire être ceux qui, trempés collectivement par les expériences de la lutte contre les dégénérescences du mouvement prolétarien, croient fermement dans la révolution, veulent fermement la révolution, mais qui n'ont pas tiré sur elle une traite dont ils attendraient le paiement, et qui ne céderont pas au désespoir et au découragement si l'échéance est retardée d'un seul jour.

A PROPOS DE LA GREVE GENERALE À MAYOTTE
Un confusionnisme interclassiste

Nous avons déjà pointé le caractère réformiste de la Tendance Claire du NPA - qui forme avec d'autres courants de gauche la plate-forme A de ce parti trotskyste - sur la question des institutions bourgeoises. Il n'est pas sans intérêt de revenir encore une fois sur ce courant qui est d'autant plus pernicieux qu'il masque derrière des déclarations révolutionnaires tonitruantes, un aplatissement sur les positions interclassistes tout aussi complet que sa maison-mère. La grève générale à Mayotte l'a montré.

Peuplée d'environ 400 000 habitants, cette île est officiellement un département français, mais un département bien particulier.

Elle connaît un taux de chômage supérieur à 36%, et la pauvreté y frappe une bonne partie de la population, vivant dans des bidonvilles; selon l'INSEE en 2011 la proportion des habitants ayant un revenu inférieur à 960 euros par mois était de 84% contre 16% en métropole (alors que les prix à la consommation y sont plus élevés de 7%), et les inégalités de revenu y étaient plus de trois fois plus grandes.

Les autorités, dont les opinions sont reprises par les médias nationaux, accusent l'immigration clandestine d'être responsable de cette situation et elles pratiquent strictement une politique de traque des sans-papiers: 20 000 environ ont été expulsés l'an dernier, souvent après avoir été internés dans un «centre de rétention» dénoncé par les associations de soutien; mais rares sont les voix qui dénoncent la responsabilité des bourgeois locaux et de l'administration dans la situation de Mayotte!

Pourtant, selon un auteur local qui n'a rien d'un subversif, «*A Mayotte le cercle de l'Entre-Soi s'inscrit dans un triangle formé par l'Etat local, les grands groupes (notamment du BTP et de la grande distribution) et d'élus ayant fait vœu de docilité face à l'Etat et de servilité face aux grands groupes.*»

«*Or (leurs) intérêts sont la plupart du temps contraires au développement de Mayotte et au bien-être de sa population*» (...). «*Le statut de «collectivité unique appelée département s'avère être un leurre*

avec un département sous-doté et une région qui ressemble à un mirage, bercé par des fonds structurels européens que le programme opérationnel, confié à l'Etat, a rendu fictifs» (...) «*Quant aux préfets, à quelques exceptions près, ils se comportent véritablement en gouverneurs de colonie, tout en maintenant un système socio-économique proche de la Françafrique. On a l'impression qu'ils organisent le sous-développement et le chaos...*» (1). C'est tout un mécanisme de domination et d'exploitation néo-coloniales qui est décrit là...

En avril, l'intersyndicale a appelé à la grève générale. Les revendications concernent avant tout l'amélioration des conditions de travail et de vie des salariés et notamment l'application des mesures et prestations sociales existant dans la métropole (conventions collectives, code du travail, allocations familiales, etc.) - «l'égalité réelle» avec les salariés français. La détermination et la colère des travailleurs et des couches les plus déshéritées contre leur situation, s'est traduite par une forte participation au conflit marqué par l'érection de barrages sur les axes routiers ainsi que des émeutes urbaines à Mamoudzou, chef-lieu du département.

Le gouvernement français a répondu par l'envoi de renforts des gendarmes; les prolétaires de métropole doivent dénoncer cette répression et soutenir la lutte des prolétaires de Mayotte!

* * *

Avec justesse, la TC dénonce, dans un article publié en ligne (2), le caractère colonial de la situation de Mayotte, son intérêt stratégique dans l'Océan indien pour l'impérialisme français et l'exploitation des prolétaires et des petits paysans et pêcheurs qui règne sur l'île.

La tâche essentielle que donne la TC aux prolétaires est la lutte pour «le droit à l'autodétermination et (...) un développement économique indépendant de la puissance coloniale française». Elle critique par conséquent le fait que les revendications mises en avant par les organisations syndicales «expriment principalement les préoccupations des salarié-e-s. Par conséquent, le

mouvement est constitué principalement de salarié-e-s, et, dans une moindre mesure, de jeunes sans emploi.

En bref, les orientations de l'intersyndicale seraient trop classistes! C'est l'inverse que nous lui reprochons et en particulier de placer le mouvement sous le signe de la négociation et du «dialogue social constructif» (3).

La TC affirme aux grévistes que pour gagner ils doivent se tourner vers les paysans et leur proposer de former un «front révolutionnaire anticolonial» dont les principaux axes du programme seraient: «redistribution des grandes propriétés foncières, collectivisation des entreprises coloniales sous le contrôle du prolétariat et de la paysannerie, modernisation de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche sous le contrôle du prolétariat et de la paysannerie, suppression du visa Balladur, liberté de circulation et d'installation, tenue d'un référendum sur l'indépendance de Maoré/Mayotte».

Dans ce programme - référendum d'autodétermination, développement économique indépendant, contrôle ouvrier et paysan - et cette stratégie - front anticolonial, non seulement il n'y a rien de révolutionnaire, mais surtout les revendications spécifiquement prolétaires ont disparu!

Pour le prolétariat métropolitain, la revendication du droit à l'indépendance immédiate et sans conditions des dernières colonies françaises, est liée au besoin de l'union internationale de la classe ouvrière et de la lutte du prolétariat contre l'impérialisme français, pas à une tactique pour apaiser les paysans. Cette revendication ne dépend pas du fait de savoir si l'indépendance est possible ou non avant la révolution qui renversera l'Etat impérialiste français. La revendication de l'indépendance n'est pas un but en soi, mais un levier pour unir les prolétaires, pour en finir avec l'oppression nationale qui entrave le développement de la lutte prolétarienne, un levier pour la destruction de l'Etat impérialiste oppresseur, et plus généralement pour la révolution communiste mondiale.

Assurer le «développement économi-

(Suite en page 6)

MAYOTTE ...

(Suite de la page 5)

que indépendant» est un objectif purement bourgeois et d'ailleurs illusoire: quel développement économique indépendant est possible aujourd'hui à l'heure de la mondialisation? Quant au «contrôle ouvrier et paysan», slogan marqué du sceau de l'interclassisme, il s'agit du vieux et fantaisique mot d'ordre trotskiste de grignotage économique des prérogatives sociales de la bourgeoisie: pas besoin d'attaquer et de détruire l'appareil d'État bourgeois, le prolétariat pourrait «contrôler», on ne sait comment, la bourgeoisie et son Etat! C'est une voie de garage! Les bourgeois l'ont compris depuis longtemps: ils ont multiplié les instances de «dialogue social» qui offrent un os à ronger aux réformistes qui se rêvent en gestionnaires.

LES TROTSKYSTES DE LA TC, HÉRITIERS DU STALINISME

Ce Front anticolonial qui est le véritable clou du programme de la TC, n'est qu'une nouvelle mouture du front anti-impérialiste de stalinienne mémoire, c'est-à-dire un bloc avec des forces bourgeoises. Cette orienta-

tion que Trotsky combattit avec raison de toutes ses forces a historiquement conduit aux massacres des prolétaires en Chine et de manière générale à l'enchaînement du prolétariat aux intérêts bourgeois lors des luttes anticoloniales du siècle dernier. En 2009, la TC avait déjà défendu ce type de combinaison antiprolétarienne en Guadeloupe avec le LKP (4). Elle le ressort aujourd'hui en arguant de la faiblesse du prolétariat à Mayotte où il n'y a «que 29% de salariés». Mais ce n'est pas parce que le prolétariat est faible et peu nombreux qu'il doit se fondre dans une alliance interclassiste! Contre cette fausse politique de l'Internationale Communiste, Trotsky en 1928 citait Lénine: «La force du prolétariat dans n'importe quel pays capitaliste est infiniment plus grande que la proportion du prolétariat dans la population totale. Cela, parce que le prolétariat commande économiquement le centre et les nerfs de tout le système de l'économie capitaliste, et aussi parce que (...) il exprime sous la domination capitaliste les intérêts réels de l'énorme majorité des travailleurs» (5)

Pour les communistes, la lutte anticoloniale ne doit pas masquer le caractère conciliable des intérêts de la bourgeoisie, de la petite-bourgeoisie et du prolétariat. Il est impossible de s'allier dans un même parti ou

un «front» avec des nationalistes bourgeois ou petits-bourgeois sans sacrifier les intérêts de classe du prolétariat. Les prolétaires doivent maintenir contre vents et marées leur indépendance politique totale vis-à-vis des autres classes et des autres forces, en particulier vis-à-vis des mouvements nationalistes, qui se retourneront inévitablement contre eux.

Il est possible pour le prolétariat d'entraîner des couches petites-bourgeoises dans la lutte anticapitaliste, mais à la condition de ne pas abandonner ses positions de classe pour se placer sur leur terrain. «Si l'avant-garde du prolétariat russe ne s'était pas opposée à la paysannerie, écrit Trotsky, si elle n'avait pas mené une lutte impitoyable contre la confusion petite-bourgeoise et ensaisant de cette paysannerie, elle se serait inévitablement dissoute elle-même dans les éléments petits-bourgeois». «On ne peut arriver à une alliance révolutionnaire avec la paysannerie, poursuit-il, (...) qu'en éduquant le parti prolétarien dans un esprit d'intransigeance bien trempé» (6). Et il parlait d'une époque ou de situations où la paysannerie était encore une classe révolutionnaire (la révolution démocratique et nationale bourgeoise n'ayant pas encore eu lieu), ce qui n'est plus le cas de nos jours! Rien ne sert d'énoncer quelques consi-

dérations justes sur les intérêts stratégiques de l'impérialisme français, et d'un appel, qui sont inévitablement creux, à la «révolution permanente», si on abandonne au passage l'essentiel: l'indépendance de classe du prolétariat. Ce que démontre la TC, c'est son incapacité à se placer sur des positions révolutionnaires prolétariennes, car, en dépit de tous les discours «marxistes», est, comme tous les courants trotskystes, elle est incapable de rompre avec les forces de la collaboration des classes, ces agents d'influence de la bourgeoisie.

(1) Mahamoud Azilhary, dans un ouvrage cité par l'hebdomadaire *Marianne*, 12/4/2016

(2) Grève générale à Maoré/Mayotte: à bas le colonialisme, vive la révolution permanente!, <http://tendanceclair.org/article.php?id=935>

(3) <http://www.linokwezi.fr/wp-content/uploads/2016/04/courrier-1er-min.pdf>

(4) Grève générale en Guadeloupe et en Martinique – Contribution de la Tendance Claire du NPA», 2 mars 2009

(5) cf «L'internationale Communiste après Lénine», PUF 1969, tome 2, p. 341.

(6) *Ibidem*, p. 357.

Correspondance

A la Cgt de Seine-Maritime, La baudruche «oppositionnelle» se dégonfle

Nous avons évoqué, dans le numéro 515 du *Proletaire*, la «victoire» au dernier congrès de l'Union départementale CGT de Seine-Maritime des «oppositionnels» contre les «officialistes» (pour reprendre leur vocabulaire).

Depuis avril, l'UD est dirigée par une coalition des militants critiques de la ligne de la direction confédérale de la CGT, et a parmi ses principaux animateurs des militants d'Action Communiste (un débris du PCF), du POI lambertiste et du NPA. Si les trotskistes de la Gauche révolutionnaire (GR) n'ont pu accéder à la CE – faute de place –, ils soutiennent cette nouvelle direction départementale.

Pour affirmer son opposition à la direction confédérale, l'UD a adopté lors de sa commission exécutive du 7 septembre, un long texte critique en vue de la préparation du congrès confédéral (1). Dans cette «contribution», elle estime que la lutte des travailleurs «ne peut donc pas se résumer à une succession de journées d'action isolées sans lendemain, sans plan de lutte, sans revendications précises» et doit prendre la forme «d'un mouvement social prolongé afin de bloquer l'économie du pays jusqu'à satisfaction de nos revendications».

L'annonce de la loi Travail par le gouvernement va permettre à l'UD de passer de la parole aux actes.

LA LOI TRAVAIL: LES «OPPOSITIONNELS» TOMBENT LE MASQUE

Nos «oppositionnels», dans un message aux Unions locales et aux syndicats daté du 29 février, se comportent comme de classiques briseurs de grève. Non seulement, ils repoussent la grève le plus tard possible (le 31 mars), comme la direction confédérale, et ils s'opposent à ce que le 9 mars se transforme en journée de grève. Bien entendu, pas un mot sur la nécessité d'une grève illimitée jusqu'au retrait du projet.

Le 9 se trouve réduit à moment pour que les Unions locales prennent «toutes les dispositions qu'elles souhaitent pour amplifier la mobilisation vers le 31: diffusion aux ronds-points, rassemblements, collages...». Et de rappeler, pour ceux qui souhaiteraient s'associer aux mobilisations spontanées, que «les décisions seront prises dans les instances de la CGT pas sur les réseaux sociaux...» et sans doute pas dans des assemblées générales!

Dans le même temps, l'UD lance dans le cadre d'une intersyndicale (CGT – Solidaires – FO – FSU – UNEF) un appel à un rassemblement à 12h

devant la Préfecture et les sous-préfectures pour le 9 mars.

Prenant sans doute en compte les appels de syndicats au 9 et l'agitation qui se développe chez les jeunes, l'UD décide ensuite d'appeler, dans un tract, à une manifestation à 10h30 de l'autre côté de la Seine. Mais toujours pas d'appel à la grève alors que la plupart des travailleurs sont à leur poste de travail à l'heure de la manifestation et du rassemblement.

Cette politique est confirmée par la suite. Pour le 17 et le 24 mars, l'UD se contentent d'appeler à être «mobilisés pour sous toutes les formes» (tract du 15 mars), tout en appelant hypocritement à participer aux manifestations. Et lorsque le 17, la police est intervenue dans les locaux de l'Université pour s'en prendre aux étudiants en grève qui occupaient un amphithéâtre, la CGT s'est bien gardée de réagir (à la différence de leurs amis de la FSU qui ont condamné l'intervention policière... et l'occupation de la faculté!).

Le NPA, totalement intégré à la direction de l'UD, est sur la même ligne. Dans le bulletin de son comité de l'usine Renault de Cléon (24 mars), il affirme qu'il faut «construire un rapport de force à la hauteur de l'attaque. En faisant de ce jeudi 24 mars, jour de présentation de la loi devant le Conseil des ministres, une nouvelle journée de mobilisation. Et en préparant partout la grande journée de grève du 31 mars, dont il faut faire une journée de grève générale, avec la perspective d'en faire le début d'une grève prolongée. Parce que c'est seulement en bloquant totalement l'économie que nous ferons reculer ce gouvernement». La seule différence entre leur discours et celui de la confédération tient seulement dans le choix des mots. C'est pourquoi que ce bulletin s'abstient de toute critique non seulement de l'UD mais également de la confédération.

Le seul objectif des «oppositionnels» est de «réussir» la journée d'action/diversion du 31 mars qui permettra de faire retomber la pression et qui – vue la date – empêchera la jonction avec les étudiants et les lycéens qui seront en vacances dès le lendemain. Dans leur œuvre, ils sont épaulés par la GR.

LA GR CONTRE L'AUTO-ORGANISATION DES LUTTES

La GR est surtout implantée à Rouen et fait de l'intervention dans la CGT une de ses principales activités. C'est la succursale française du Comité pour une Internationale Ouvrière (CIO/CWI), un des plus importantes des multiples «internationa-

les» trotskistes. Le CIO – dirigé par le Socialist Party anglais – est présent dans de nombreux pays et ses principaux faits d'armes sont purement électoralistes: l'élection de conseillers municipaux ou régionaux et de députés en Irlande, au Pakistan, en Allemagne ou à Seattle, et le soutien à Bernie Sanders dans la primaire démocrate aux Etats-Unis.

Lors de la mobilisation contre la loi Travail, la GR semble avoir été prise d'un élan «révolutionnaire» et a pris position, dans une déclaration en ligne sur son site (2) le 8 mars. Selon elle, il faut «une véritable grève générale qui bloque toute l'économie [...] avec des assemblées où on décide ensemble des actions, des comités élus où on coordonne ce que l'on fait entre les entreprises, les lycées, les facs...» Et elle déclare même, dans une précédente prise de position, que c'est «la révolution socialiste qu'il faut préparer» (3).

Bien entendu, ce langage radical ne sert qu'à répondre aux attentes des prolétaires qui en ont assez des trahisons du collaborationnisme, tout en leur fourrant la camelote réformiste de la GR.

La «grève générale» de ces trotskistes n'est rien d'autre que «des journées d'action [sic] et de grève sectorielle [qui] doivent se renforcer concrètement les unes les autres afin de constituer une montée en puissance vers la journée interprofessionnelle du 31 mars (...) qui en appelle d'autres en avril» (4) On croirait lire un communiqué confédéral dont la CGT a le secret pour justifier la dispersion des luttes et la multiplication des journées d'«in»action qui ne visent qu'à faire retomber la pression.

La duplicité de la GR est toute aussi évidente sur la question de l'organisation indépendante des prolétaires. Si, dans sa presse, elle défend l'idée d'un «mouvement de grève d'ampleur à construire par les grévistes réunis en AG» (5) ou les «comités élus» pour le diriger, elle combat cette perspective dans la CGT.

C'est ce que l'on a pu constater dans une assemblée de syndicats CGT (pour préparer le congrès confédéral) qui s'est tenue cinq jours avant les grèves du 9 mars. Lors de cette réunion, pour contrer un amendement qui disait que pour faire face aux attaques capitalistes, il faudrait «une grève nationale illimitée jusqu'à satisfaction des revendications, une grève reconductible en AG et dirigée par un comité de grève élu», des dirigeants de la GR – membres du syndicat – ont proposé un contre-amendement. Celui-ci fait disparaître toute référence aux AG et aux comités de grève, et réduit la perspective à une «grève massive reconductible». Une position qui a davantage de chance de plaire à la bonzerie syndicale CGT! Dans le même temps, les militants de la GR se refusent à prendre position dans la CGT contre la politique défaitiste de l'UD.

Malgré la logorrhée «révolutionnaire» qu'elle peut tenir, les militants de la GR – en bons normands – disent «p'têt ben qu'oui» aux méthodes et revendications classistes pour attirer les prolétaires, mais elle dit «p'têt ben

qu'non» pour gagner son ticket d'entrée dans le collaborationnisme syndical.

TRAHISON DES LUTTES: LE COLLABORATIONNISME «OPPOSITIONNEL» PRÊT À PRENDRE LA RELÈVE

L'Union départementale Cgt de Seine-Maritime est un bon exemple du rôle néfaste du collaborationnisme dans sa version d'«extrême» gauche: combatif en paroles, capitulard dans les faits! Nous disions en mai dernier que ces collaborationnistes «critiques» étaient un obstacle sur le chemin de la lutte de classe. Ils le confirment à la première occasion!

Au lieu d'utiliser les semaines écoulées depuis l'annonce du projet de loi pour préparer la riposte, les «oppositionnels» l'ont utilisé à se préparer à canaliser dans l'impasse des journées d'action les réactions des travailleurs. Au centre de leur préoccupation, comme toujours, ne se trouve pas la défense des travailleurs, mais la défense de la paix sociale. Même les débordements – comme la dégradation de la vitrine du local du PS de Rouen – doivent servir d'exutoire à la colère ouvrière.

Des années à critiquer les manœuvres des «officialistes» ont permis aux «oppositionnels» d'apprendre toutes les ficelles pour saboter les luttes.

Les prolétaires doivent retrouver la voie de la lutte ouverte. C'est certes là un combat difficile qui nécessite une organisation préalable solide et un fort niveau de combativité chez les travailleurs. Cela nécessite surtout de rompre avec les orientations paralysantes du réformisme.

Au rituel des grèves d'une journée, des manifestations-processions en vue de négocier avec les patrons et le gouvernement, il faut opposer la préparation de grèves sans limitation de durée et sur des objectifs de lutte sans compromis.

Quels que soient même les résultats des luttes contre la loi Travail, elles n'auront pas été vaines si elles sont l'occasion pour des travailleurs de s'organiser et de se coordonner en dehors de l'influence du collaborationnisme. Cela permettra demain, grâce aux méthodes et aux objectifs de classe, construire une direction des luttes contre les directions syndicales et leurs «opposants» tout aussi conciliateurs et capitulards.

(1) <http://serveur2.archive-host.com/members/up/1451077023/2016/Contribution-UD-CGT-76-51eme-congres-confederal/def-1.pdf>

(2) www.gaucherevolutionnaire.fr

(3) «A bas les plans Valls, Macron, El Khomri... Il faut une grève générale, tous ensemble», 8 mars

(4) «Les luttes se multiplient. Le Tous ensemble, c'est maintenant», 2 mars

(5) «Il nous faut un mouvement d'ensemble, tous dans la rue», 25 janvier

Face aux attaques bourgeoises: Lutte prolétarienne anticapitaliste!

(Tract diffusé par nos camarades à l'occasion des mobilisations contre la «loi travail»)

Le projet de loi El Khomri vient après des mois de propagande dans tous les médias pour une réforme du Code du Travail: sa lourdeur, sa rigidité et sa complexité seraient telles qu'elles décourageraient les patrons d'embaucher – bien que depuis 50 ans personne ne s'en soit aperçu! Le gouvernement veut donc «l'assouplir» en accordant aux patrons plus de facilités pour licencier, augmenter le temps de travail, réduire les allocations de chômage, etc., au nom de la lutte... contre le chômage!

Il s'agit en réalité d'inscrire dans la loi l'**intensification** de l'exploitation capitaliste de façon à rendre plus difficile le recours par les travailleurs au cadre légal pour s'y opposer. Dans les faits l'intensification de l'exploitation n'a pas attendu une nouvelle loi pour se concrétiser: depuis des années les capitalistes ne cessent de s'attaquer aux travailleurs; et ils imposent, grâce aux gouvernements de droite ou de gauche, des **contre-réformes** qui reprennent peu à peu les concessions autrefois accordées pour maintenir la **cohésion sociale**. Dans les périodes de prospérité économique qui lui garantissent de gros profits, c'était pour la classe bourgeoise un petit prix à payer pour écarter, avec l'action irremplaçable des organisations réformistes et collaborationnistes, le risque de la réapparition de la **lutte de classe révolutionnaire**. Le Code du Travail, qui n'est pas autre chose que la **codification de l'exploitation capitaliste**, comportait ainsi quelques articles censés s'opposer aux «excès» de cette exploitation et donner quelques droits aux exploités – et qui étaient condamnés à le rester.

Mais l'époque de la croissance capitaliste apparemment indéfinie qui avait pris son essor sur les bases des gigantesques destructions de la dernière guerre mondiale, a définitivement disparu; le capitalisme, tennillé par la surproduction de marchandises, va de crise en crise. Dans ces conditions, dans tous les pays, les capitalistes ne voient qu'une solution à la baisse de leurs profits: augmenter l'exploitation des prolétaires pour sauver ou accroître leurs marges bénéficiaires,

liquider les entreprises les moins rentables et jeter à la rue, en leur accordant le moins possible d'indemnités, les travailleurs «surnuméraires». Le projet de loi actuel, comme les mesures prises en précédemment par le gouvernement Hollande ou par celui de Sarkozy, s'inscrit dans cette tendance générale: c'est pourquoi il a été chaleureusement approuvé, non seulement par le MEDEF qui en a été l'inspirateur, mais par le gouvernement allemand ou les différentes institutions économiques internationales. Il n'est pas causé par des «erreurs» ou une «mauvaise politique» du gouvernement, mais par les **besoins** du capitalisme français.

CONTRE LE SABOTAGE DES ORGANISATIONS COLLABORATIONNISTES, LUTTE ET ORGANISATION INDÉPENDANTES DE CLASSE !

Ces besoins, non seulement les partis réformistes dits de gauche les ont toujours fidèlement respectés lorsqu'ils étaient au gouvernement, mais ils ont souvent réussi à les satisfaire plus efficacement et avec de moindres problèmes que les partis dits de droite (souvenons-nous de Fabius déclarant que la gauche avait fait contre les sidérurgistes dans les années 80 «*le sale boulot*» que la droite n'avait pas réussi à accomplir). Et lorsqu'ils étaient dans l'opposition, ils se sont employés avec les appareils syndicaux à détourner ou stériliser les luttes qui éclataient contre les attaques bourgeoises: souvenons-nous seulement comment la lutte contre la «réforme» des retraites de Sarkozy a été soigneusement encadrée et réduite à l'impuissance par de vaines manifestations-processions et des journées d'inaction à répétition.

Ces mêmes organisations recommencent aujourd'hui leur même travail de **sabotage** de la lutte, en appelant à ces journées d'action répétitives, en maintenant la division entre catégories et en refusant d'appeler à une **lutte**

générale: complètement intégrées dans le réseau de la collaboration de classe tissé à son seul profit par la classe dominante, elles ne peuvent agir que comme les «partenaires sociaux» des bourgeois et non comme des organisations de défense des prolétaires dans la lutte de classe que mènent contre eux les patrons et leur Etat!

Les prolétaires et les jeunes futurs prolétaires peuvent cependant se défendre contre les attaques bourgeoises dont le projet de loi actuel n'est que la dernière d'une longue série. Mais à la condition de s'engager dans une **lutte réelle** et non dans un **simulacre** de lutte, à la condition de s'organiser et de lutter **indépendamment** des organisations réformistes et de leurs orientations de collaboration de classe. Le but de la lutte ne peut pas être, comme le fixent ces dernières et les organisations dites d'«extrême» gauche à leur remorque, la défense de la forme précédente de l'exploitation capitaliste codifiée dans le Code du Travail, mais la lutte ouverte contre cette exploitation capitaliste; elle ne peut pas être la défense d'un soi-disant «*modèle social français*», mais la lutte **contre** ce modèle, c'est-à-dire contre le capitalisme. Tous les «droits» accordés par les lois bourgeoises ne sont que limités et précaires et toujours susceptibles d'être contournés ou violés par les capitalistes.

La seule possibilité de faire reculer ou contenir la pression capitaliste ne réside pas dans des codes, des lois ou des ententes entre «partenaires sociaux», mais dans le rapport de force créé par la lutte ouverte; la seule possibilité de faire disparaître l'exploitation ne réside pas dans des réformes du capitalisme, mais dans son renversement par la **révolution prolétarienne**.

Pour cela il est indispensable d'œuvrer pour la **lutte et l'organisation indépendantes de classe**, unissant les prolétaires de tout âge, de tout sexe, de toute catégorie et de toute nationalité pour la défense exclusive de leurs seuls intérêts de classe contre les capitalistes, leur Etat, leur gouvernement et tous leurs valets!

7/3/2016

Flint (Michigan) Le vrai poison, c'est le capitalisme. Le remède, sa destruction

Les 125 000 habitants de la ville de Flint – berceau du grand constructeur automobile General Motors – ont été touchés par une catastrophe sanitaire de grande ampleur, liée à l'empoisonnement de l'eau. Dans cette ville ouvrière, majoritairement noire et lourdement touchée par le chômage (40%), des milliers de prolétaires ont été intoxiqués par le plomb présent dans l'eau pendant plus de deux ans.

De nombreux habitants se sont plaints pendant des mois de vomissements, d'éruptions cutanées ou de pertes de cheveux. 87 cas de légionellose – dont dix mortels – ont été recensés. Plus de 15 % des enfants ont un taux élevé de plomb dans le sang. Les conséquences de cette catastrophe – qui sont loin de s'être toutes déclarées – sont très nombreuses et irréversibles: retards de développement cérébral et de croissance, baisse du quotient intellectuel, trouble de l'attention, maux de tête et d'estomac, déficience rénale, constipation, faiblesse musculaire, effets toxiques sur l'appareil reproducteur, hypertension...

La cause de cet empoisonnement de masse ? Al Qaïda ? ISIS ? Non ! Tout simplement, le règne barbare du capital dans la première puissance mondiale !

Les prolétaires ont été victimes de la volonté de la ville de baisser ses coûts d'approvisionnement en eau. Pour ce faire, les autorités municipales ont arrêté d'acheter de l'eau à la ville de Detroit pour pomper directement dans la rivière locale.

Les habitants se sont rapidement inquiétés de la couleur et du goût de l'eau qui sortait de leur robinet. General Motors (GM) a rapidement arrêté d'utiliser cette eau pour son usine locale car elle provoque une forte corrosion des pièces automobiles. De plus, l'eau a attaqué les canalisations qui vont

répandre du plomb dans l'eau «potable».

En bons bourgeois, les dirigeants de la ville n'ont eu qu'une réponse: faites bouillir l'eau avant de la consommer! Ils ont eu moins de considération pour les prolétaires que GM pour ses pièces automobiles.

Après trois ans de démentis officiels, les autorités locales et nationales ont reconnu que l'eau était dangereuse pour la santé des habitants. Le président Obama a octroyé une aide fédérale de cinq millions de dollars, c'est-à-dire moins que le coût de la fourniture d'eau en bouteille à la population pendant vingt jours.

Non seulement, les prolétaires de Flint ont été empoisonnés mais ils doivent aujourd'hui se débattre pour obtenir de l'eau fournie par l'Etat ou la Croix Rouge (pour les plus chanceux) ou consacrer une partie de leurs maigres revenus pour en acheter un détail.

Le véritable coupable dans cette affaire, celui à qui obéissent corps et âme ceux qui choisissent de distribuer de l'eau contaminée, ce véritable génie du mal qui est prêt à polluer, à empoisonner, à massacrer pourvu qu'un bout du compte le profit soit suffisant, c'est le capitalisme.

Ce mode de production fait courir de façon croissante les plus graves dangers à l'espèce humaine, comme l'énonçait déjà Karl Marx:

«Après moi le déluge! Telle est la devise de tout capitaliste et de toute nation capitaliste. Le capital ne s'inquiète donc point de la santé et de la durée de la vie du travailleur, s'il n'y est pas contraint par la société. A toute plainte élevée contre lui à propos de dégradation physique et intellectuelle, de mort prématurée, de tortures du travail excessif, il répond simplement: «Pourquoi nous tourmenter de ces tour-

ments, puisqu'ils augmentent nos joies (nos profits)?» Il est vrai qu'à prendre les choses dans leur ensemble, cela ne dépend pas non plus de la bonne ou mauvaise volonté du capitaliste individuel. La libre concurrence impose aux capitalistes les lois immanentes de la production capitaliste comme lois coercitives externes.» (Le Capital, III^e section: la production de la plus-value absolue, Chapitre X: La journée de travail)

Il est donc absurde et finalement criminel de revendiquer un capitalisme «propre» et non polluant, tout comme revendiquer un capitalisme sans exploitation, sans misère, sans oppression, sans guerres... Aussi longtemps que le capitalisme existera, l'exploitera et opprimer les hommes, aussi longtemps il dévastera la nature, et aussi longtemps il dégradera la santé et le bien-être des êtres humains.

Pour ce crime comme pour tous ceux qualifiés de catastrophes naturelles, le capitalisme est coupable. C'est lui qui fait non seulement accuser, mais surtout combattre sans hésiter. Se pose avec une urgence toujours accrue la nécessité de sa destruction. C'est avec ce mode de production lui-même qu'il faut en finir. Et pour le détruire, il faut que le prolétariat brise toute solidarité avec le capital et ses organes, et retrouve la voie de sa lutte de classe.

C'est vrai dans la lutte économique mais aussi dans la lutte contre la pollution. Celle-ci est partie intégrante de la cause communiste pour l'émancipation du genre humain. Les révolutionnaires doivent intervenir sur ce terrain pour chercher à ce que la lutte se hisse, par delà une mobilisation contre les effets de la pollution, au niveau d'un combat contre ses causes véritables qui résident dans le capitalisme.

14.03.2016

« Il Comunista »

Nr.142
Febbraio 2016
Nell'interno

- Europa: ordine capitalistico e pressione inarrestabile di popolazioni migranti
- 8 marzo: in una società in cui si santifica il profitto capitalistico a tutti i costi, emerge il suo genetico disprezzo per la vita umana e, in particolare, per la vita delle donne
- Nei regimi borghesi, totalitari o democratici, la repressione va fino alla tortura e all'assassinio: in Egitto, ma anche in Italia
- Sindacati tricolori. Esigenze del mercato e del padronato contro esigenze del proletariato
- Alcuni dati sull'Egitto
- Barcellona: Sciopero dei lavoratori TMB. La giunta Colau mostra il suo vero volto antioperaio
- A cent'anni dalla prima guerra mondiale. Le posizioni fondamentali del comunismo rivoluzionario non sono cambiate, semmai sono ancor più intransigenti nella lotta contro la democrazia borghese, contro il nazionalismo e contro ogni forma di opportunismo, vera intossicazione letale del proletariato
- Proletariato e guerra: la Sinistra di Zimmerwald - Lenin: progetto di risoluzione, progetto di manifesto
- Nello sforzo comune di difendere la teoria marxista e il patrimonio politico della Sinistra comunista, proseguiamo il lavoro di assimilazione teorica vitale per il partito. La rivoluzione proletaria è internazionale e internazionale è la trasformazione socialista dell'economia (RG, gennaio 2015)
- La donna e il socialismo (12) di A. Bebel
- Immediatismo (Dizionario marxista)
- Uscire dall'ombra lanciando una «freccia nel tempo?»
- Vatti a fidare delle Poste italiane

Periodico bimestrale. Precio del ejemplar: 1,5 €; £ 1; 5FS; Suscripción: 8 €; £ 6; 25 FS; Suscripción de solidaridad: 16 €; £ 12; 50 FS.

Inde

Vague de grèves dans l'automobile

Shining India, l'Inde qui brille: voilà le slogan derrière lequel commencent les bourgeois pour célébrer l'émergence de l'Inde comme grande puissance capitaliste. Les médias nous ont offert de nombreuses success stories sur les start-up à Bangalore, les nouvelles classes moyennes et la petite couche d'hyper-riches dans des villes comme Delhi et Bombay.

La réalité est toute autre: les masses indiennes sont encore plus pauvres qu'il ne l'étaient il y a 30 ans et quarante pour cent des enfants de moins de cinq ans sont victimes de la malnutrition. Le développement industriel et le pillage des ressources naturelles de l'Inde ont détruit les vies et les moyens de subsistance de millions de ruraux, cause de près de 200 000 suicides de paysans en 15 ans.

L'industrie s'est développée mais plus des deux tiers de la population est rurale et un peu plus de la moitié des actifs sont dans l'agriculture. Quinze pour cent de la population travaille dans l'industrie; de grandes concentrations prolétariennes sont apparues dans le textile, la chimie, l'agro-alimentaire, la métallurgie, la sidérurgie...

L'INDUSTRIE INDIENNE RATRAPÉE PAR LA CRISE

Le secteur des «véhicules automobiles» (y compris les trois et deux-roues qui représentent la plus grosse part de la production) représente actuellement 7% du PIB indien et il emploie près de vingt millions de salariés en Inde – huit dans la fabrication et douze dans la distribution et les services (1).

L'automobile est l'un des secteurs les plus dynamiques de l'économie du pays, tiré par la demande domestique. Avec le plan «Mission automobile 2016-2026» annoncé en septembre 2015 et la campagne «Make in India» (Fabriquer en Inde) lancée en 2014, le gouvernement indien veut s'appuyer sur ce secteur pour soutenir la croissance économique et créer 65 millions d'emplois directs et indirects.

L'Inde a l'ambition de devenir un des principaux producteurs mondiaux d'automobiles et elle cherche à attirer les investisseurs étrangers grâce à une politique d'incitations fiscales, un système juridique inspiré du droit anglais et un coût de la main d'œuvre inférieur de 25% à la Chine. Sixième producteur mondial avec 23 millions de véhicules construits en 2013 (2), l'Inde espère se hisser à la quatrième place d'ici à 2016. Pour ce faire, la bourgeoisie cherche à attirer les capitaux et donc à baisser le «coût du travail», c'est-à-dire à renforcer l'exploitation des prolétaires. Comme dans les métropoles impérialistes, cela se traduit par une réforme du «droit» du travail. Elle a été présentée en octobre 2014 par le Premier ministre Modi. Elle applique les mêmes recettes que celles en projet en France ou ailleurs: «simplification» de certaines lois, recours systématique à une main-d'œuvre plus précaire et moins payée, diminution des inspections du travail...

Cependant, l'objectif de développer la construction automobile est aujourd'hui menacé par la crise, la baisse ayant été sensible ces douze derniers mois: la production a diminué de près de deux millions de véhicules.

RÉACTIONS PROLÉTAIENNES CONTRE UNE EXPLOITATION BRUTALE

L'industrie automobile est caractérisée par la précarité des travailleurs (employés sur des contrats de courte durée: 80 % chez Maruti Suzuki, 75 % chez Ford et 82 % chez Hyundai), des salaires très faibles, des conditions de travail ignobles avec des accidents de travail extrêmement nombreux, un terrorisme patronal très présent avec la répression contre les syndicalistes combattifs et des amendes prélevées sur les salaires pour ceux qui ne respectent pas totalement l'arbitraire... L'exploitation capitaliste dans toute sa splendeur!

Face à cette situation, les prolétaires s'or-

ganisent et résistent. Ces derniers mois, de nombreux conflits ont éclaté dans l'automobile.

Au cours des dernières semaines, de nombreuses grèves se sont déclenchées dans les usines automobiles indiennes (Suzuki, Tata ou Honda) ou dans la sous-traitance (Bosch, Rico et Pricol). Ces grèves ont pour thèmes, l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail et la lutte contre le despotisme patronal.

Chez le constructeur de deux-roues Hero MotorCorp, les ouvriers ont organisé un sit-in dans la cantine de l'usine pour réclamer une rémunération égale à celle des ouvriers de Honda Motor Company, avec qui la première entreprise formait une seule entité. La direction et le gouvernement ont répondu en envoyant la police réprimer les prolétaires.

En février-mars, des centaines de travailleurs de l'usine Tata Motors de Sanand dans l'État du Gujarat ont mené une grève d'un mois pour la réintégration des 28 ouvriers victimes de la répression patronale. Tata a déclaré la grève «illégal» et le gouvernement régionale a déployé des hordes de policiers pour intimider les grévistes et en interpellé certains. La direction a également employé des jaunes – issus d'autres usines – pour remplacer les grévistes et relancer la production.

A Tapukara, dans l'État du Rajasthan au Nord-Ouest du pays, Honda Motorcycle & Scooter Inde a eu recours à des centaines de policiers et de voyous pour briser la grève avec occupation d'usine par plus de 1 500 travailleurs qui revendiquaient une amélioration des conditions de travail et le droit de se syndiquer.

PCI / PCI (MARXISTE) : LES HOMMES DE MAIN DES EXPLOITEURS

Non seulement, les prolétaires doivent affronter le front uni patrons-État mais également le collaborationnisme politique et syndical dominé par les partis pseudo-communistes – le PC indien et le PC indien (marxiste). Ces partis dominent deux des plus grandes confédérations syndicales, le All-India Trade Union Congress (AITUC) et le Centre of Indian Trade Unions (CITU) (deux autres étant contrôlés par les bourgeois du parti du Congrès et du BJP ultranationaliste).

Ces confédérations et les partis qui les dirigent peuvent brandir le drapeau rouge et le marteau et la faucille, mais ils sont des ennemis des prolétaires. Le PCI(M) a été pendant près de 35 ans à la tête du Bengale, en alliance avec le PCI, dans le cadre d'un «Front de gauche». Le PCI(M) et ses alliés ont mené une politique de répression brutale contre les paysans qui refusaient de voir leurs terres confisquées au profit des capitalistes indiens ou étrangers. En décembre 2006, des opposants à une expropriation au profit de Tata ont été sauvagement agressés et arrêtés et une jeune femme a été violée et assassinée. En mars 2007, des militants armés du PCI(M) et des policiers ont attaqué des paysans qui résistaient à une expropriation forcée. A cette occasion, plus de 200 paysans ont été blessés et 14 assassinés. Le PCI(M) s'est aussi conduit comme un briseur de grève face aux prolétaires en lutte.

Au niveau national, les deux partis pseudo-communistes se comportent depuis des décennies comme les lèche-bottes du parti du Congrès, le principal parti de la bourgeoisie indienne.

PCI (MAOÏSTE) : LES DÉFENSEURS DE LA RÉVOLUTION PAYSANNE

L'autre force qui brandit le drapeau rouge est le PCI (Maoïste) né en 2004 par le regroupement de différents partis maoïstes «maxalites». Ce parti dirige une guérilla rurale qu'elle baptise du nom pompeux de «guerre populaire prolongée». Pour répri-

mer cette révolte paysanne, le gouvernement a lancé l'opération Green Hunt... avec le soutien des pseudo-communistes du PCI et PCI(M). L'objectif principal de l'opération Green Hunt est de rétablir le contrôle de l'État indien sur les zones insurgées pour s'emparer des terres et des richesses du sous-sol (charbon, calcaire, bauxite...).

Les maoïstes mène avant tout une guerre paysanne qui reçoit un large soutien parmi les populations tribales (80 millions d'Adivasis), les catégories les plus pauvres et les plus déshéritées. Ces populations concentrées dans les forêts et les jungles n'ont presque pas accès à l'école ou aux services de santé souffrent de malnutrition et sont fortement touchés par l'analphabétisme.

Les maoïstes sont une opposition radicale au gouvernement mais sur une base petite-bourgeoise. Le communisme est totalement étranger à leur programme qu'ils définissent ainsi :

«Donc, pour résumer, la nouvelle société que les maoïstes veulent établir aura les éléments suivants: La terre pour les pauvres et les sans terres. Ultérieurement une agriculture coopérative sera établie sur base volontaire. La forêt pour les populations tribales. Fin de la domination des riches et des castes supérieures dans les villages et démantèlement du système de caste. Mettre fin à toutes les discriminations fondées sur le sexe et la religion. La saisie des biens mal acquis (sic!) et des actifs des sociétés multinationales et de leurs partenaires locaux indiens. Autodétermination pour les nationalités, autonomie politique pour les tribus. Mise en place d'un État pour les pauvres et par les pauvres, où les exploités d'aujourd'hui, seront expropriés. Participation du peuple aux tâches administratives et aux prises de décision. La démocratie au vrai niveau de la base avec le peuple ayant le pouvoir de rappeler leurs représentants démocratiques» (3).

Ce courant ne lutte pas, selon ses propres dires, pour la révolution prolétarienne mais pour une «révolution de démocratie nouvelle» sur le modèle chinois, c'est-à-dire une révolution **bourgeoise** soutenue par la paysannerie.

Dans ce scénario, le prolétariat urbain ne joue, au mieux, que le rôle de spectateur passif.

Mais dans les pays «périphériques» comme dans les métropoles capitalistes, il n'existe plus qu'une seule issue: la révolution **prolétarienne**.

Aujourd'hui, la situation économique et sociale indienne est capitaliste, malgré l'importance encore très forte de l'agriculture et la survivance de traits archaïques (il suffit de songer au système des castes).

Encore davantage qu'à l'époque de Marx, il faut rejeter toute union entre les classes et bâtir une organisation indépendante du prolétariat. Les prolétaires «contribueront eux-mêmes à leur victoire définitive bien plus par le fait qu'ils prendront conscience de leurs intérêts de classe, se poseront dès que possible en parti indépendant et ne se laisseront pas un instant détourner – par les phrases hypocrites des petits bourgeois démocratiques – de l'organisation autonome du parti du prolétariat. Leur cri de guerre doit être: La révolution en permanence!». C'est ce qu'écrivaient Marx et Engels dans l'Adresse du Comité central à la Ligue des Communistes, en mars 1850, à une époque où une révolution bourgeoise était encore à l'ordre du jour en Allemagne.

C'est ce vieux cri de guerre, qu'en Inde, dans un pays où il n'y a plus de possibilité de révolution bourgeoise, les prolétaires doivent jeter au visage de la bourgeoisie et de ses serviteurs, y compris ceux drapés dans le drapeau rouge.

Il devra se traduire par le retour à la lutte ouverte avec des moyens et des revendications de classe – qui tourne radicalement le dos aux mots d'ordre démocratiques, au nationalisme et aux divisions communautaires – et par la constitution du parti de classe qui fait si cruellement défaut aux prolétaires d'Inde, d'Asie du Sud et du monde.

(1) www.siamindia.com/statistics.aspx?mpgid=8&pgidtrail=13

(2) <http://export.businessfrance.fr/con->

seil-export/001B1600306A+le-marche-automobile-en-inde-2016.html? SourceSite-Map= 168

(3) cf «Guerre contre les maoïstes: Mais qui sont-ils et que veulent-ils?», *La Guerre populaire en Inde*, brochure publié par le Parti Communiste Maoïste de France

YVES

Yves est décédé à Thionville, le dernier jour du mois de mars, à l'âge de 75 ans, des suites d'un cancer.

Il était entré en contact avec le parti au moment de la lutte des foyers Sonacotra. Malgré l'isolement il est resté fidèle à son engagement de l'époque en faveur de la lutte de classe et de la révolution. Jusqu'à ce que la maladie l'en empêche, il maintenait une activité minimale sur la ville: contrôle de la présence de la presse du *Proletaire* dans les kiosques, diffusion des tracts du parti autour de lui, collages.

Les jeunes générations prolétariennes qui viendront demain au communisme continueront et mèneront à son terme le combat contre le capitalisme auquel Yves, comme tant d'autres militants anonymes, a contribué durant sa vie.

Lisez, diffusez, soutenez la presse internationale du parti ! Abonnez-vous !

«le prolétaire»
Journal bimestriel
«Programme communiste»
Revue théorique
«il comunista»
Journal bimestriel en italien
«el programa comunista»
Revue théorique en espagnol
«el proletario»
Journal en espagnol
«Proletarian»
Supplément en anglais au
«proletaire»

Notre site Internet :
www.pcint.org
Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Deuxième liste 2016
Cafét: 16,50 / Gilbert: 20,00 / Joël: 50,00
/ Paris: 600,00 / Roland: 8,50 / Victor:
20,00 / S.A.: 17,00 / Soutien May: 15,00
Total liste: 747,00
Total général: 1364,50

Points de contact:
PACA, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Programme, B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex 07
Pour la Suisse : Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.
Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. Abonnement au «proletaire»: 7,5 € / 30 FS / £ 10. Abonnement de soutien: 15 € / 60 FS / £ 20. «programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. Abonnement: le prix de 4 numéros. Abonnement de soutien: 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «il comunista», le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. Abonnement: 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. Abonnement de soutien: 27 € / 70 FS / £ 27. «el programa comunista», le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. Prix de soutien, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. Imprimé par nos soins.